

LA LÉGISLATION DE LA PRESSE EN GRÈCE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 mars 1941 à 14 heures

PAR

Élie-Jean YAMARELLOS

Licencié en Droit de l'Université de Paris

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur
Suffragants { M. HUGUENEY, Professeur
 M. DURAND, Professeur

PARIS
IMPRIMERIE R. FOULON
29, Rue Deparcieux, 29

1941

LA LEGISLATION DE LA PRESSE EN GRÈCE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 mars 1941 à 14 heures

PAR

Élie-Jean YAMARELLOS

Licencié en Droit de l'Université de Paris

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur
Suffragants { M. HUGUENEY, Professeur
 { M. DURAND, Professeur

PARIS
IMPRIMERIE R. FOULON
29, Rue Deparcieux, 29

1941

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA LÉGISLATION DE LA PRESSE EN GRÈCE

INTRODUCTION

Le rôle que joue la presse dans la société est reconnu par tous les pays comme étant essentiel. Grâce à elle, les gens peuvent savoir immédiatement tout ce qui se passe dans leur pays ou à l'étranger; une voix inspirée, qui sans son aide serait perdue se trouve entendue par tous; de plus, elle forme et dirige l'opinion publique nationale ou internationale.

Mais si la presse rend de si précieux services lorsqu'elle est guidée dans le chemin de la vérité et de la moralité, le cas contraire entraîne parfois des conséquences graves; pour cela, en face d'une telle responsabilité, chaque pays s'était empressé de bonne heure de réglementer son activité. Que de polémiques ont été soulevées à l'occasion de cette réglementation! La Grèce n'a pas fait exception et, dès son indépendance, différentes lois y ont pourvu, les unes créant de nouveaux délits, les autres instituant une procédure spéciale; mais deux questions avant tout, comme partout d'ailleurs, ont été ardemment discutées : celle de l'application à la presse d'un régime préventif et celle des tribunaux compétents pour juger les crimes ou délits commis par la voie de la presse. Et les deux solutions qui s'offrent : la suppression de toute mesure préventive ou le contraire, la compétence de la cour d'assises ou celle des tribunaux correctionnels ont été adoptées, mais l'histoire nous prouve que pendant les deux périodes où le législateur grec a essayé d'appliquer des mesures restrictives à la presse, ces mesures ont eu, pour résultat, de

graves désordres, tandis que le régime de la liberté et le respect du jury ont eu des résultats meilleurs; leur longue stabilité nous le prouve.

Ainsi la loi 5060, votée en 1931, qui a codifié toutes les lois jusque-là éparses et qui reste la base du régime s'était inspirée du principe de la liberté.

Mais si, jusqu'au vote de la loi 5060, le rôle prépondérant de la presse était un rôle d'information, ou une libre tribune des opinions personnelles, aujourd'hui, dans certains Etats, la presse joue un rôle nouveau, celui d'éducateur des masses, des membres qui composent cet Etat; mais cette éducation est différente dans chacun des pays qui comprennent ainsi le rôle de la presse, rôle qui consiste en fait à imposer une doctrine aux lecteurs d'un journal, faisant ainsi d'un journal un évangile de force.

La conséquence est qu'on s'occupe beaucoup plus de l'organisation des éditeurs ou des rédacteurs des journaux qui, sans que la loi le déclare formellement, deviennent en fait des fonctionnaires, que des règles juridiques. Voici quelques extraits des paroles de quelques dirigeants qui précisent la nouvelle conception. Mussolini, dans son discours du 10 octobre 1928, déclare « ... que la presse est un élément du régime totalitaire et une force au service de ce régime. On évite ce qui est nuisible au régime, on fait ce qui est utile au régime... », et Cimienti dans son droit constitutionnel d'ajouter : « ...la presse n'est pas un moyen de manifester une pensée individuelle, mais une organisation collective destinée à atteindre des fins politiques morales économiques... ». D'autre part, Hitler, dans « Mein Kampf », écrit (page 279) : « Il faut chasser de la presse, de la littérature, la production d'un monde en putréfaction, il faut mettre la production littéraire au service d'un Etat et d'une culture morale. »

Les dirigeants actuels de Grèce ont subi, eux aussi, cette influence, et, en 1938, les lois 1092 et 1093, prescrivent certaines mesures qui ressemblent, sur certains points, à celles des pays totalitaires; nous examinerons donc, dans une première partie de notre étude, la loi 5060 et, dans une deuxième partie, des modifications apportées à cette loi par les lois 1092 et 1093, modifications provisoires, d'ailleurs, pour la plupart.

En l'absence d'une jurisprudence hellénique suffisante en matière de presse, nous nous sommes permis de nous reporter à la jurisprudence française pour commenter certains points de notre étude; nous avons cru bien faire puisque la loi hellénique ressemble, sur de nombreux points, à la loi française.

PREMIERE PARTIE

LOI 5060 DE 1931

CHAPITRE I

HISTOIRE DES REGIMES DE LA PRESSE HELLENIQUE

L'histoire des régimes de la presse hellénique est assez longue et assez mouvementée — quoique l'indépendance de la Grèce ne soit guère ancienne — et, pour la présenter d'une façon complète, il faudrait écrire un volume consacré uniquement à ce sujet et indiquant toutes les lois.

Quelques mois après la révolution, les représentants de l'hellénisme, rassemblés à Epidaure, votèrent la première constitution (1^{er} janvier 1822) qui garantissait à tous les habitants du territoire égalité et liberté absolues. L'article concernant la presse était le suivant :

« Les Hellènes ont le droit de rendre publique leur opinion par tous les moyens et par la presse, mais à condition :

- a) de ne pas mettre en cause la religion chrétienne;
- b) de ne pas violer les principes moraux de la liberté;
- c) d'éviter toute attaque personnelle.

Cette garantie constitutionnelle de la liberté de la presse a été prévue par toutes les autres assemblées constituantes qui

ont eu lieu durant la lutte pour l'indépendance (Assemblée d'Astres, 1823; de Trizine, 1826) (1).

Le 26 avril 1831, Jean CAPODISTRIA, le premier Gouverneur de la Grèce, voyant qu'il était nécessaire de briser les attaques de la presse d'opposition, promulgua le décret n° 2085 réglant tout ce qui concerne la presse. Ce décret exigeait une autorisation préalable pour exercer la profession d'imprimeur ou d'éditeur, ainsi que le dépôt à la Caisse publique d'une somme assez élevée pour garantir les amendes éventuelles. Il interdit toute publication touchant une puissance étrangère et ses représentants, son gouvernement et ses lois, mais de façon si générale que la plus innocente critique pouvait toujours tomber sous le coup de la loi.

En somme, malgré les circulaires rassurantes du gouverneur affirmant qu'il ne s'agissait que de réprimer les abus, ce décret-loi supprimait toute liberté d'opinion. Une vive réaction se manifeste alors mais les journalistes d'opposition furent jetés en prison et leurs journaux supprimés. Néanmoins, d'autres journaux parurent à l'île d'Hydre, alors en révolte contre CAPODISTRIA, et y continuèrent leurs attaques jusqu'au jour de son assassinat.

La Grèce faisait venir alors un roi pour gouverner ses destinées. Le roi OTHON promulgua en 1837 une loi sur les offenses en général et sur la presse qui, pour la Grèce, constituait jusqu'à ce jour l'unique loi sur la presse, en dehors des mesures restrictives.

Elle contient 70 articles. L'article 44 stipule que pour tout acte répréhensible du journal ou du périodique, seront pour-

(1) Voir DASCALAKI, *Presse néo-hellénique*, Paris, 1930. — DRIAULT E.-LHÉRITIER M. *Histoire Diplomatique de la Grèce*, Paris, 1926. — S. TRI-COUPIS, *Histoire de l'indépendance hellénique*, Athènes, 1880.

suivis le rédacteur responsable et l'auteur, le législateur donne en effet une importance exceptionnelle à la personnalité du rédacteur responsable. Pour acquérir ce titre obligatoire pour écrire dans un journal ou périodique, on exige des qualités et des garanties qui anéantissent en fait la liberté de la presse. Selon l'article 54, tout « rédacteur responsable » devait être citoyen grec, âgé d'au moins vingt-cinq ans, n'avoir aucun défaut corporel, n'avoir jamais été condamné par les tribunaux, ne pas appartenir à une entreprise privée, savoir bien le grec ancien, être titulaire d'un diplôme universitaire, et posséder une propriété immobilière. L'article 57 obligeait aussi le rédacteur à déposer à la Caisse publique cinq mille drachmes comme garantie des condamnations éventuelles, sous peine d'emprisonnement ou de forte amende. Etait interdite toute collecte de fonds en faveur d'un rédacteur condamné. Enfin l'article 63 obligeait l'éditeur à insérer gratuitement tout réponse à une publication touchant les pouvoirs publics ou une personne quelconque, et cette réponse pouvait occuper jusqu'au double de la place de la première publication.

Mais ce régime n'a duré que sept ans et la constitution imposée au roi OTHON par la révolution de 1844 posait plus clairement les premières bases de la liberté de la presse. L'article 10 interdisait la censure et supprimait l'obligation du cautionnement.

Après la chute d'OTHON et l'avènement de GEORGES I^{er}, l'Assemblée Nationale, dans la nouvelle constitution de 1863, proclamait les mêmes principes sur la liberté d'opinion et l'égalité des droits entre les citoyens.

En 1911, le Ministre de la Justice et éminent juriste, M. N. DIMITRACOPOULOS, rédigeait un projet de loi « Sur la presse et les offenses en général » qui réglait en détail les

droits de la presse, mais la guerre balkanique intervenue à ce moment n'a pas permis le vote de ce projet.

En 1914, la loi n° 170 apporta quelques changements au droit de réponse jusque-là réglé par le Code pénal, en se fondant sur les principes de la loi française et de la loi autrichienne.

En avril 1918, une nouvelle loi est promulguée apportant de nouvelles modifications au droit de rectification.

Ensuite, en 1925, une loi du 7 octobre défendit de publier des imprimés concernant des faits et des actes de banditisme.

En 1926, une nouvelle loi fut promulguée, sur la base du projet Dimitracopoulos fait en 1911 mais elle ne fut en vigueur que durant un mois parce que le régime fut renversé.

En 1927, la constitution républicaine régissait ainsi dans son article 16 la liberté de la presse :

« Chacun peut publier ses opinions, oralement ou par écrit, et par la voie de la presse, en observant les lois de l'Etat. La presse est libre. La censure est interdite de même que toute autre mesure préventive. Exceptionnellement, pour les cinématographes, il est permis de prendre des mesures préventives, pour la protection de la jeunesse. Il est défendu de saisir les journaux ou autres imprimés, soit avant, soit après leur publication. Par exception, la saisie est autorisée après la publication, pour affront à la religion chrétienne, dans les cas prévus par la loi, ainsi que pour les publications obscènes outrageant les mœurs publiques; mais dans ce cas et dans les vingt-quatre heures qui suivront la saisie, le Procureur doit soumettre le litige à la Chambre du Conseil qui devra se prononcer sur le maintien ou la levée de la saisie. Sinon, cette dernière est levée de plein droit. Seul, l'auteur de la publication saisie a le droit de faire opposition à l'arrêt de la Chambre du Conseil.

« Il est permis de prendre par loi des mesures spéciales pour combattre la littérature qui offense les mœurs publiques et pour protéger la jeunesse contre les spectacles publics inconvenants.

« Il peut être défendu, dans les formes légales et sous peine de saisie et de poursuites judiciaires, de publier des nouvelles ou communications concernant les mouvements militaires ou les travaux de fortification du pays. Les dispositions ci-dessus sont applicables à la saisie.

« Le directeur du journal et l'auteur d'une publication répréhensible se rapportant à la vie privée d'une personne, sont solidairement responsables, outre les peines prévues par la loi, des condamnations pécuniaires prononcées au profit de la victime.

« Seuls les citoyens grecs ont le droit de publier des journaux.

« Les délits de presse ne sont pas considérés comme flagrants délits. »

L'article 100 de la même constitution stipule :

« Au jury sont déférés les crimes politiques ainsi que les délits de presse quand ils ne touchent pas à la vie privée, sauf les délits de presse contre les fonctionnaires de la justice à partir du Juge de Paix et au-dessus. -

« Ces deux articles, ainsi que les autres concernant les libertés individuelles peuvent être suspendus en cas d'application de la loi d'état de siège, dont les dispositions sont réglées par l'art. 97. »

Ce qui précède nous montre que la constitution règle dans tous ses détails le régime de la liberté de la presse en prévoyant non seulement les garanties de cette liberté, mais aussi en instituant des barrière contre les abus.

Cependant, la principale loi sur la presse, celle de 1837, votée il y a cent ans, ne pouvait guère prévoir les circonstances actuelles, et d'autres lois furent encore votées.

En 1929, la loi 4133 règle la question de la diffamation et des autres accusations par la voie de la presse.

Dans la même année, fut votée la loi 4311 « Sur la suppression et la circulation des publications obscènes. »

Ensuite, la loi 4626 du 2 mai 1930 modifia et remplaça les articles 10-13 de la loi de 1837 relatifs aux injures.

C'est pour en finir avec cette législation éparsé que la

Chambre créa une grande Commission, comprenant non seulement des Députés de tous les partis, mais aussi des juristes, commission chargée de rédiger un nouveau projet de loi sur la presse.

Malgré toute l'opposition qu'elle a rencontrée au sein de la Chambre et dans l'opinion publique, cette Commission a pu atteindre son but et, le 30 juin 1931, a été votée la nouvelle loi sur la presse, la loi 5060, que nous allons étudier et qui se présente comme un travail monumental, dont la Grèce reste et garde sa reconnaissance au feu Président du Gouvernement, E. VENIZELOS, à qui en revient l'initiative (1).

(1) Depuis la restauration de la Monarchie en Grèce et la Dictature de 1936, quelques modifications y ont été apportées, mais le cadre de la loi fut respecté. (Voir notre deuxième partie.)

CHAPITRE II

PRINCIPES GENERAUX DE LA LOI 5060

Une liberté sans restriction et la protection des pouvoirs publics d'une part ; de l'autre, une répression à tendance utilitaire : tels sont les traits caractéristiques du régime de la presse hellénique.

Les mots liberté et impunité ne sont pas synonymes. En prétendant que la presse est libre, les auteurs grecs ne font que constater qu'elle se trouve affranchie de la censure et toutes autres mesures préventives, mais si l'objet de la publication est criminel, la répression se produira ensuite, et les autorités compétentes puniront celui qui a fait de son indépendance un usage défendu.

Ainsi caractérisée, la liberté de la presse est nécessaire dans l'Etat. Il faut même reconnaître que ce régime s'impose dans tous les pays et dans tous les temps (1).

L'exposé de MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur sur le projet de loi sur la presse fait ressortir ainsi l'esprit du régime actuel.

« ... Il est clair que le sens de la responsabilité doit d'autant plus être renforcé que la presse se répand et rayonne. Plus la force de la presse augmente, de façon à justifier sa réputation de quatrième pouvoir de l'Etat, plus l'irresponsabilité de la presse devient inacceptable.

(1) MIRABEAU: « Sur la liberté de la presse », Paris, 1788. — BLACKSTONE. De la liberté de la parole et de la presse, Londres, 1770.

La presse se plaît à exercer un tel pouvoir sur les destinées du peuple hellénique en tant que représentant de l'opinion publique, par le contrôle des choses publiques et de ceux qui exercent une fonction publique, il est inadmissible qu'elle n'accepte pas à son tour le contrôle de ses égarements éventuels et l'impunité pour les délits qu'elle commet... »

« Mais si la presse revendique réellement pour elle son ascension au rang de quatrième pouvoir dans l'Etat, la manière d'exercer ce pouvoir a d'ailleurs été réglée par des statuts très positifs et juridiques, comme par exemple le Code pénal suisse, où elle prend l'aspect complet d'un fonctionnement public et elle doit être analogue à l'exercice des autres pouvoirs constitutionnels, issus du peuple ou du suffrage universel.

« Le même esprit exclut l'exercice dans un pays libre de toute démagogie ou favoritisme, qui résulte d'un état de choses favorisant les faiblesses ou les défauts des citoyens. Si la presse devient l'interprète et le dirigeant de l'opinion, et contrôle ceux qui sont en défaut et qui trompent l'opinion, pourquoi ne devrait-elle pas considérer comme son devoir de paraître un fervent défenseur des lois ?

« Celui qui, au nom de l'opinion, désire paraître comme un justicier et un représentant de cette opinion, dans le but de repousser les atteintes à la morale et à la justice ainsi que d'autres manifestations sociales et de notre vie publique, pourquoi lui serait-il impossible de collaborer par sa politique à la suppression de ces irrégularités s'offrant ainsi comme exemple de moralité et de respect envers les lois qui régissent l'Etat?... »

Quant aux sanctions prévues, comme dans d'autres législations qui les trouvent mieux adaptées au régime de la presse, on préfère les peines d'amendes aux peines d'emprisonnement.

Une procédure appropriée permet de juger le plus vite possible les délits prévus par la loi, parce qu'on a considéré comme une prescription inévitable le renvoi à l'instruction ou à l'enquête.

La saisie des journaux est formellement prévue dans certaines circonstances. Cette disposition n'est point adoptée par

d'autres Etats constitutionnels, mais elle dépend du corps législatif qui donne l'interprétation voulue.

De nouveaux délits ont pris place dans la loi : celui de chantage (art. 41-44), celui de publications relatives aux procès civils ou criminels, celui de nouvelles publications relatives à l'acte d'accusation après le commencement des poursuites judiciaires (art. 46). Des dispositions ont été prises pour la saisie des machines et d'autres installations d'imprimerie prononcée dans le but d'assurer le jugement du Tribunal.

Quant à l'étendue de la responsabilité, un système nouveau est institué mais il emprunte ses principaux traits aux autres systèmes étrangers relatifs à la responsabilité pénale des auteurs des infractions commises par la presse.

La loi, d'autre part, précise dans quel cas la preuve de la vérité peut être apportée. L'article 20 dispose que les diffamations et injures contre les particuliers ne peuvent être prouvées, mais édicte le contraire en ce qui concerne les imputations diffamatoires « de faits relatifs aux fonctions » lancées contre les corps et personnes énumérés dans cet article ainsi que contre les directeurs de toute Société anonyme.

Ce fait, très caractéristique d'ailleurs, reconnaît le droit à la presse de contrôler les actes et les actions des fonctionnaires, dans le seul but de proclamer la vérité sur les agissements de ces délinquants, ceci dans l'intérêt public.

CHAPITRE III.

DES MESURES DE REGLEMENTATION

DEFINITION DE L'IMPRIME. — L'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi 5060, dispose que « la liberté de la presse et la diffusion de ses productions ne peuvent être soumises à d'autres limitations que celles que contient ou qu'autorise la présente loi. Il donne ensuite la définition du terme « presse » pour déterminer le domaine de son application.

D'après cet article, il faut entendre par « presse » non seulement les productions d'imprimerie, mais encore toutes les reproductions obtenues par un moyen mécanique ou chimique, quel qu'il soit : photographie, lithographie, galvanoplastie, phonographie. En conséquence, non seulement des livres et des brochures, mais aussi des photographies et des médailles sont des *productions de presse*.

Des manuscrits, ainsi que des copies écrites à la main, indépendamment de leur nombre, ne constituent pas en eux-mêmes des imprimés, car ils ne sont point des reproductions chimiques ou mécaniques.

Quant au cinéma et aux émissions radiophoniques, faudra-t-il les considérer comme des productions de presse? En ce qui concerne le cinéma, certains auteurs grecs (1) déclarent : « l'opinion que le cinéma ne doit pas être considéré comme

(1) SARIPOLOS: Droit constitutionnel, page 24 (Athènes, 1926).

presse est la meilleure », mais en revanche la constitution républicaine semble considérer les films comme faisant partie de la presse puisque dans son article 16 relatif à la liberté de la presse, elle édicte que « exceptionnellement, en ce qui concerne la projection de films, des mesures préventives pourront être prises pour protéger la jeunesse ». Toujours est-il que les lois 5060 et 1092 sur la presse déclarent dans leurs premiers articles « que les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables au cinéma », ce qui semble exclure le cinéma du régime de la presse.

En France et en Allemagne, les avis sont partagés; d'après certains auteurs allemands (1), le cinéma n'est qu'une sorte d'imprimé, car ce n'est qu'une série de prises de vues passées en grande vitesse sur un écran, de façon à produire des tableaux mouvants; en tout cas une censure des films existe dans les deux pays.

Au sujet des émissions radiophoniques la jurisprudence française est contradictoire. Nous noterons deux décisions (2), l'une rendue en matière de rectification, l'autre en matière de diffamation; dans l'un le juge émettait l'avis que : « Il n'apparaît pas que les émissions radiophoniques puissent être au regard de la loi de 1881 assimilées à un journal ni qu'en l'occurrence ces dispositions législatives reçoivent leur application. L'art. 12 de la loi de 1881 vise les journaux en fixant le droit de rectification. On ne saurait dépasser cette délimitation en l'étendant à une publication non écrite, même

(1) MOUQUIN : La loi de la Presse en Allemagne. Thèse Paris, 1929.

(2) Trib. corr. Seine 1^{er} fév. 1929 (*Gaz Pal.* 13 fév. 1929). Trib. corr. Senlis 23 fév. 1939 (*Gaz. des Trib.* 29 juillet 1939). Mais l'impression d'une œuvre musicale sur des disques constitue une édition (*Gaz. des Trib.* 14 mai 1925).

ayant le caractère d'une causerie journalière. » Dans l'autre, il affirmait par contre : « ... les propos tenus par des artistes d'une grande réputation à un poste radiophonique très écouté, sont susceptibles de porter aux tiers un préjudice et, dans ces cas, il y a lieu d'accorder à la partie civile lésée des dommages-intérêts en condamnant les prévenus à une amende par application des articles 29 § 2, 33 § 2 de la loi du 29 juillet 1881 ».

DEFINITION DU PERIODIQUE. — Parmi tous les imprimés, le périodique occupe une place à part. Un périodique est un journal ou une revue paraissant tous les mois, ou à intervalles plus courts, ou même à intervalles irréguliers.

En réalité, il n'y a pas deux catégories distinctes d'imprimés. L'imprimé périodique n'est qu'une variété de l'imprimé proprement dit. De sorte que toutes les dispositions de la loi 5060 qui s'appliquent aux imprimés s'appliquent aussi aux périodiques. Mais, en plus, ceux-ci sont soumis à un certain nombre de règles particulières que leur importance et l'influence qu'ils exercent expliquent et justifient suffisamment.

LA PUBLICATION. — L'article 2 définit bien la façon de publier les imprimés et la reconnaît comme un élément indispensable et passible de peine en cas de délit de presse. Pour qu'un imprimé soit considéré comme public, il faut que sa distribution ou sa vente soit assurée dans un lieu public où qu'il soit exposé dans un lieu accessible au public.

Ainsi la communication confidentielle à une ou plusieurs personnes ou à un nombre limité de personnes entre lesquelles existent des liens de parenté, d'amitié, de fonction ou d'affaires, ne tombe pas sous le coup de la loi (1).

(1) LE POITTEVIN. Traité de la presse, tome I, p. 530.

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES IMPRIMES ET A LA PRESSE PERIODIQUE. — Tout imprimé paraissant dans le ressort d'application de la loi doit porter le nom et l'adresse de l'imprimeur. Dans son article 4, § 4, la loi 5060 excepte un certain nombre d'imprimés de cette obligation : les imprimés commerciaux, les imprimés destinés aux besoins de la vie familiale, sociale ou politique, comme les annonces, les tarifs, les circulaires, les cartes de visite, les bulletins de vote, à condition que ces derniers portent la signature du candidat. On voit par cette énumération que les imprimés bénéficiant de la dispense sont nombreux, contrairement aux dispositions de la loi française.

En France, aux termes d'une circulaire, l'ouvrage dispensé de porter le nom de l'imprimeur est un ouvrage imprimé pour le compte de l'Administration, ou un imprimé destiné à des usages privés et non susceptible d'être répandu dans le commerce, et seuls les imprimés relatifs à des affaires de famille, de société ou à des intérêts privés, répondent aux conditions exigées. En Grèce, au contraire, on doit considérer que la loi 5060 a voulu seulement dans son article 4, § 4, donner quelques exemples et n'a nullement songé à faire une énumération limitative ; ainsi doivent bénéficier de la dispense toutes sortes d'autres ouvrages, comme les bulletins de caisse, les feuilles de cour, de justice, etc...

La peine encourue en cas d'omission est une amende qui varie entre 5.000 et 10.000 drachmes, et, en cas de récidive dans les six mois qui suivent le premier jugement, le récidiviste encourt un emprisonnement de deux mois.

La fausse déclaration de nom est considérée comme une circonstance aggravante.

Une autre condition exigée par la loi est celle-ci : tous les journaux et tous les imprimés, en général, paraissant soit

chaque mois, soit plus fréquemment, doivent faire figurer sur chaque exemplaire ou chaque copie, outre la déclaration du nom et du domicile de l'imprimeur imposée par l'article 4, le nom et l'adresse de l'éditeur ou directeur du journal ou de la revue.

La loi définit le directeur comme celui qui dirige la rédaction du journal ou de la revue, et l'éditeur, celui qui gère l'entreprise d'édition.

Le directeur, d'après l'article 6, doit être un citoyen hellène, majeur et n'avoir pas été privé de ses droits civiques à la suite d'une condamnation.

Cette dernière condition a été considérée comme une mesure préventive, et comme telle, contraire à la Constitution. Ce fait a suscité des polémiques, ainsi d'ailleurs que d'autres règles qui seront indiquées ci-dessous ; mais malgré cela, la loi fut votée, parce que, a-t-on dit, « la Charte constitutionnelle ne pouvait pas prévoir les détails, mais elle a prévu l'ensemble, écartant les détails dictés par la logique », et « considérant qu'il est assez ridicule, pour des gens condamnés aux travaux forcés à perpétuité, de pouvoir faire paraître des imprimés au fond de leur prison » (1).

On a exigé enfin que le directeur soit majeur afin que la procédure puisse suivre son cours, conformément d'ailleurs à l'article 6 de la loi française du 29 juillet 1881, à l'article 4 de la loi bulgare de 1921, à la loi finlandaise de 1919 et à la loi autrichienne du 7 avril 1922.

Le délinquant est puni d'une amende de 1.000 à 3.000 drachmes et de l'interdiction de faire paraître désormais son journal.

(1) Discours de M. Vénizelos du 20 juin 1931.

DU COLPORTAGE ET DE LA VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE. — L'article 7 de la loi, qui traite du colportage et de la vente sur la voie publique, n'exige aucune autorisation spéciale pour exercer le métier de colporteur ; il déclare au contraire : « la vente ou la distribution des manuscrits ou imprimés dans les rues ou lieux publics est libre. Il est interdit seulement de crier à haute voix des titres de journaux qui soient obscènes ou injurieux envers une ou plusieurs personnes, ou des nouvelles non contenues dans l'imprimé ou bien des nouvelles écrites mais écrites de façon à troubler l'ordre public ».

MESURES CONCERNANT LA PRESSE ETRANGERE.

— Tandis qu'en France, et dans bien d'autres pays, l'Etat a le droit d'interdire à son gré l'importation des journaux, la presse étrangère jouit d'un libre accès en Grèce, et la loi 5060 n'y fait aucune allusion. Elle est soumise au droit commun, et de ce chef ne relève que de l'autorité judiciaire.

DU DEPOT. — La loi ne fait aucune allusion au dépôt légal, celui-ci est réglé par la loi sur les librairies.

CHAPITRE IV

DU DROIT DE REPONSE ET DE RECTIFICATION

Le législateur grec s'est trouvé devant trois systèmes (1) réglant la question du droit de réponse et de rectification. C'est d'abord le système français, suivi principalement par les pays suivants : Italie, Belgique, Espagne, Roumanie et Egypte, d'après lequel la loi reconnaît le droit de réponse comme un droit absolu, c'est-à-dire que chaque personne nommée ou indiquée dans un journal peut lui imposer l'insertion d'une réponse, et introduire dans le cadre de la réponse envoyée telles considérations qu'elle jugera nécessaires. Elle peut, par exemple, sans se borner à une défense de sa personne, faire figurer dans le texte de la réponse des opinions sujettes à discussion sur la philosophie, la politique, l'esthétique, la littérature, etc. En outre, la loi accorde aux fonctionnaires un droit distinct qui leur est propre, le droit de rectification. Ensuite le système allemand, adopté aussi par l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Norvège, la Yougoslavie et le Japon, d'après lequel la loi ne reconnaît pas un droit absolu de réponse mais seulement un

(1) NOWOTNY J. Aperçu sur le droit de réponse au point de vue de la législation et la doctrine. Rapport présenté à la Conférence des Représentants de la Presse (Madrid, 1933). — PERRAUD-CHARMANTIER. Le Droit de réponse [Troisième Partie, Droit comparé] (Paris, 1930). — PACCAUD. Le régime de la presse en Europe et aux Etats-Unis (Lausanne, 1887). — Annuaire de législation étrangère, 1851 à 1927, Paris.

droit de rectification des faits publiés dans un journal. Et enfin le système anglais, adopté aussi par la Suisse, l'U.R.S.S., les Etats-Unis d'Amérique, la Bulgarie, la Hollande, la Suède, le Danemark d'après lequel la loi ne reconnaît ni droit de réponse, ni droit de rectification, mais admet l'insertion volontaire ou la proposition d'insérer une rectification ou des excuses à propos d'un article offensant paru dans le journal comme une circonstance atténuante ou même un fait écartant toute responsabilité civile.

Le législateur grec a adopté le premier de ces systèmes; la loi hellénique ressemble donc à la loi française et distingue comme elle le droit de rectification accordé aux fonctionnaires, lorsque des actes de leur fonction auront été inexactement rapportés, et le droit de réponse ouvert à toute personne nommée ou désignée dans un journal.

Du droit de rectification (1). — Le droit de rectification auquel l'éditeur d'un journal ou d'une revue ne peut se dérober, procède de l'idée qu'un fait relaté ou mentionné dans un journal ou une revue et qui met en cause un fonctionnaire public pour des actes de sa fonction donne à celui-ci le droit d'être entendu dans les mêmes conditions que celui qui l'a mis en cause, c'est-à-dire à la même place et devant le même public.

Par conséquent, il faut d'abord qu'il y ait un fait, que le périodique peut affirmer ou mettre en doute, mais qui soit un fait perceptible par les sens, un phénomène du monde extérieur; un fait intime, un phénomène du monde intérieur,

(1) MARTIN. Le droit de réponse et de rectification, Thèse Dijon, 1922. — DAROUX F. Du droit de rectification et de ses origines, Thèse Paris, 1911. — THOUVENOT P. Du droit de rectification des fonctionnaires publics en matière de presse, Thèse Paris, 1900.

qui 'est donc pas perceptible par les sens, ne peut être considéré comme un fait. C'est ainsi que les jugements, les opinions, les raisonnements, et, d'une façon générale, toutes les créations de l'esprit ne sont pas des faits; prenons un exemple : les critiques portées sur des œuvres scientifiques ou artistiques, ou les appréciations des événements de la vie publique. Ces critiques et ces appréciations sont des créations de l'esprit; elles ne constituent pas des faits; par conséquent elles n'ouvrent pas le droit de rectification aux personnes qui se considèrent comme mises en cause, mais peuvent donner lieu au droit de réponse.

Le fait, tel qu'il vient d'être défini, doit avoir été l'objet d'une information parue dans un périodique. Peu importe la partie du périodique où cette information ait paru; ce droit de rectification est donné dans tous les cas, même si l'information a paru dans les annonces. Du moment que ce fait a été publié dans un périodique, le droit de rectification est ouvert au profit de l'intéressé. L'intéressé sera un fonctionnaire et on entend par fonctionnaire tout dépositaire de l'autorité publique, soit de l'ordre administratif, soit de l'ordre judiciaire.

La rectification doit être signée de l'expéditeur et ne doit, à aucun prix, dépasser l'étendue de la publication rectifiée, sauf si le Procureur de la République du lieu où paraît le journal ou la revue, ou le Juge de Paix s'il n'y a pas de Procureur dans ce lieu, en décide autrement à la suite d'une requête déposée par celui qui est mis en cause. Cette requête doit être présentée dans les vingt-quatre heures de la réception de la rectification. En tout cas, le Procureur ou le Juge de Paix ne peuvent, en aucune hypothèse, autoriser la rectification à dépasser le double de l'article injurieux (art. 8).

Mais en plus de cette différence avec la loi française, la loi hellénique diffère encore sur les points suivants :

D'abord, elle accorde le droit à l'éditeur, au cas où il refuse d'insérer la rectification, de déposer celle-ci devant le Procureur de la République ou le Juge de Paix en justifiant des motifs qui l'obligent à refuser cette insertion. Le Procureur a le droit de procéder à n'importe quel changement ou rectification qu'il jugerait utile. Ce refus de l'insertion après ce délai engage la responsabilité de l'éditeur.

Ensuite, elle prévoit dans quels cas l'éditeur peut refuser l'insertion de la réponse. Ces cas sont les suivants :

1° Si la rectification contient de phrases calomnieuses ou constitutives d'un délit;

2° Si un mois s'est écoulé depuis le jour de l'insertion de l'article visé, ou trois mois si celui qui demande la rectification demeure à l'étranger.

De plus la loi hellénique diffère encore de la loi française en ce qu'elle dispose que si d'après la publication de la rectification, le journal ou la revue procède à une nouvelle insertion ayant le même contenu et touchant la même personne, la personne visée a droit à une nouvelle rectification dont l'étendue pourra atteindre le double et quelquefois le triple de l'article injurieux si le Procureur ou le Juge de Paix le trouve nécessaire.

Le refus d'insérer cette rectification constitue une charge nouvelle qui pourra faire augmenter la peine prévue pour ce délit.

Enfin, la dernière différence consiste en ce que la rectification est insérée dans la même colonne où l'article visé avait paru et non à la place de l'article de fond comme dispose la loi française.

La peine prévue par la loi est une amende qui varie entre 1.000 et 50.000 drachmes; mais le législateur précise que si

plusieurs infractions sont constatées pour la même publication, le coupable encoura chaque peine prononcée à part, par dérogation aux articles 109 et 110 du Code pénal sur le cumul des peines. Cette exception est édictée dans le but de limiter les publications calomnieuses qui avaient lieu dans la presse avant la promulgation de la loi, lorsque les juges n'avaient pas prononcé le maximum de la peine. L'insertion de la rectification est gratuite.

Du droit de réponse (1). — Tandis que le droit de rectification doit se borner à redresser des faits erronés par la reproduction de documents officiels restituant ainsi aux incidents leur aspect véritable, celui qui exerce le droit de réponse, accordé par la loi à quiconque est nommé ou désigné dans un journal ou une revue, peut ne pas se borner à rectifier les faits, mais introduire toutes considérations qu'il jugera nécessaires. Il peut, par exemple, sans se borner à défendre sa personne, faire figurer dans le texte de la réponse des opinions sujettes à discussion sur la philosophie, etc. (2), car un article peut contenir autre chose qu'un exposé de faits, mais aussi des réflexions, des considérations d'ordre purement moral qui peuvent toucher à l'honneur de la personne nommée ou désignée.

Il n'est pas nécessaire que la personne soit proprement

(1) LEMONNIER H. Le droit de réponse. Travaux de l'Institut de Criminologie de Paris, Sirey, 1922. — LEOUZON LEDUC. Le droit de réponse, Paris, 1923. — SAINT-AUBAN (E. DE). La critique et le droit de réponse, Paris, 1923.

(2) Relatent à ce sujet et spécialement en matière de critiques, voir les deux grandes affaires Du Boût contre Brunetière, Cass. 17 juin 1898; S. 1898.1.538, note Villey. — Silvain et Jaubert contre Doumic, Cour d'Appel 24 nov. 1922: S. 2.17, note M. L. Hugueney, Cour d'Appel Orléans, 27 mai 1925: S. 1925.2.47.

« attaquée » dans le périodique; il suffit qu'elle soit indirectement visée (1); par exemple, on doit considérer, comme visé indirectement et de loin, le tuteur, un prêteur, un héritier de la personne directement mise en cause, d'autant plus que la loi hellénique, comme la loi française, décide en cas de diffamation, que le droit de réponse peut être exercé par les héritiers de la personne nommée ou désignée sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient en quelque sorte mis en cause.

La jurisprudence hellénique (2) admet (voir aussi art. 9, art. 21 B.) comme la jurisprudence allemande, que le président d'une société peut agir en justice au nom de tous les membres de cette société, même si elle n'a pas la personnalité civile, prenant ainsi le contre-pied du droit français et italien, d'après lesquels, dans une association non dotée de la personnalité civile, chacun des membres doit déposer une plainte en se déclarant personnellement mis en cause.

Il n'est pas nécessaire que la réponse soit conforme à la vérité; bien plus, la personne qui use du droit de réponse n'a pas à apporter la preuve de ce qu'elle avance et le directeur du journal ou l'éditeur ne peuvent rien exiger d'elle en ce sens. Car ce n'est pas à lui, éditeur, qui est partie au procès, mais au public qu'il appartient d'apprécier, et de se faire une opinion sur la vérité objective des faits contestés. Par conséquent, le directeur doit insérer, sans y rien changer, la réponse qui lui est envoyée, si celle-ci est conforme aux conditions imposées par la loi.

La place de l'insertion dans le journal, l'étendue de la

(1) Il s'agit d'une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des juges. Cass. crim., 26 juillet 1924: Sirey, 1926.1.46. — Cass. crim., 9 juin 1898, D. P., 1899.1.126.

(2) Consulter Bouropoulos. La loi 5060 sur la Presse (Athènes, 1931).

réponse, le délai d'insertion, les cas de refus d'insérer, toutes ces questions sont réglées comme pour le droit de rectification.

La peine prévue ici par la loi est différente de celle prévue pour refus d'insertion d'une rectification : l'amende peut s'élever de 500 à 20.000 drachmes.

CHAPITRE V

DES CRIMES ET DES DELITS DE PRESSE EN GENERAL

ELEMENTS CONSTITUTIFS. — On entend par délit de presse toute infraction commise par la voie de la presse et incriminée comme telle par la loi. Donc, pour qu'un délit soit qualifié délit de presse, il faut nécessairement qu'il soit commis par un des moyens prévus par la loi sur la presse. Par conséquent le délit de presse a comme élément extérieur matériel la publicité, la presse. De là résulte la différence entre les délits de presse et les délits ordinaires. Le délit de presse, comme tout délit, a deux éléments constitutifs : 1° l'intention, c'est-à-dire la volonté et la liberté morale qui pousse l'individu à commettre tel ou tel fait délictueux avec l'intention d'injurier, d'outrager ou de diffamer quelqu'un par la voix de la presse ; 2° la publicité, c'est-à-dire le fait que le délit a pris corps par un des moyens énumérés par la loi, comme constituant un fait de publicité.

L'intention. — En droit romain, un des éléments constitutifs du « *delictum injuriarum* » était que l'injure commise, soit verbalement, soit par écrit, fut lancée avec l'intention de nuire, d'injurier (*animus juriandi*) (1). Si l'auteur n'a pas eu

(1) GIRARD. 'Traité de droit romain, p. 408 (Paris, 1918). — MOMMSEN. Droit pénal romain, pp. 93-123 (traduction, Paris, 1907).

l'intention de nuire, l'un des éléments essentiels du délit faisant défaut, il était considéré comme n'existant pas et, par conséquent, l'auteur n'était pas puni.

Ni le législateur hellène, ni le législateur français ne font d'allusion spéciale à l'intention comme élément indispensable du délit de presse, en connaissant l'histoire du droit et surtout l'esprit des législations modernes qui ne punissent un crime ou un délit qu'autant qu'il a été commis avec l'intention de nuire, il faut admettre sans aucune discussion que l'intention est toujours présumée existante et que c'est au prévenu à prouver le défaut d'intention, du moment que les éléments exigés par la loi sont réunis, la jurisprudence (1) en fait maintes fois application quand elle veut qualifier un fait de délit de presse : ainsi, sans l'intention de nuire, la diffamation n'est plus un délit. D'autre part, il est une règle certaine en législation pénale, qu'il n'y a de délit qu'autant que l'auteur du fait incriminé a été animé, en l'accomplissant, d'intention coupable. La volonté de nuire doit donc être réunie au fait matériel du délit.

Par conséquent, l'intention, c'est l'élément moral du délit de presse. Pour que le délit soit constitué, il faut l'intention de nuire qui, en matière de presse, se manifeste par l'esprit de malice, de méchanceté, le désir de satisfaire une passion mauvaise, d'injurier une personne, etc., par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publicité. L'exposé des motifs de la loi française du 17 mai 1819 a dit avec raison que : « ce qui rend une action punissable, c'est l'intention de

(1) En la matière l'intention de nuire est présumée (D. P. 1903, p. 133, D. P. 1906, p. 361). Mais cette présomption peut disparaître en présence de faits justificatifs suffisants pour admettre la bonne foi (D. P. 1909, p. 535). — CONTRA. Note de M. H. Donnedieu de Vabres au D. P. 1913.1.547 sous Cass. crim. 28 juin 1912.

son auteur, et le mal qu'il a fait ou voulu faire à un individu ou à la société » (1).

La publicité. — Nous avons vu que l'intention est l'élément moral de tout délit de presse; la publicité, c'est l'élément matériel sans lequel le délit ne peut avoir d'existence. La publicité, c'est par conséquent le moyen par lequel se matérialise tout délit de presse. « La pensée, disait, avec raison, PORTALIS, tant qu'elle n'est point communiquée, est indifférente à la société; mais toute manifestation par la pensée, de quelque manière qu'elle s'exerce, étant un acte extérieur qui peut influencer, soit l'ordre public, soit la sûreté des individus, peut devenir l'objet propre de la loi. »

Cette manifestation extérieure de la pensée ne peut se faire que par une publicité: par des écrits, par des imprimés, des dessins, des gravures, etc., vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, ou bien par des placards ou affiches exposés aux yeux du public.

C'est dans ce sens large qu'a été comprise la publicité par le législateur hellénique.

Pour qu'un délit de presse soit commis, il faut donc qu'il soit connu du public, par un des moyens énumérés par l'article 2 de la loi 5060.

Par conséquent, dès qu'il se présente un acheteur, qu'il y a un prix convenu, un imprimé lancé dans le public par un des moyens prévus par l'article 2, se trouve constituée ce qu'on appelle d'une façon générale : *la publicité*.

Si un écrivain se contente de rédiger un article injurieux contre quelqu'un mais sans lui donner de publicité, c'est-à-dire sans le faire connaître au public, cela ne constitue pas un

(1) Voir aussi DECUSAZ. Les délits de presse (Thèse, Paris, 1910).

délit de presse, parce que manque l'élément matériel du délit, la publicité. Mais dès que l'article injurieux est arrivé à la connaissance du public par un des moyens qui le rendent public, alors le délit est constitué, et son auteur est coupable.

Ce qui matérialise par conséquent la pensée, c'est la publication.

L'article 3 précise d'ailleurs que « l'abus de la liberté de la presse, dans le but de commettre un crime ou un délit, est considéré comme une circonstance aggravante. Dans des cas pareils, si les dispositions de la loi imposent l'amende ou la prison, le délit commis par la presse sera puni des deux peines à la fois ».

Soutenant à la Chambre des Députés l'article ci-dessus, M. VENIZELOS disait :

« L'opposition a, me semble-t-il, soutenu que le délit commis par la presse ne constitue pas lui-même une circonstance aggravante. Il a été soutenu que si tu commets un acte diffamatoire ou injurieux devant une tierce personne, tu dois être puni pour cette action tout comme si tu injuriais quelqu'un par la voie de la presse, qui, elle, est lue par 50.000 personnes, on trouve que cela est sans importance, alors que l'injure personnelle pourrait être oubliée, que l'injure publique soit « ad perpetua ». N'y a-t-il aucune importance à ce que l'honneur bafoué ait été connu par des milliers de personnes ?

« D'après quelques-uns, le délit est le même. D'après moi, il est impossible de confondre à cette tribune les deux délits. D'ailleurs, la loi pénale prévoit une distinction analogue pour ce qu'on appelle un vol qualifié ou manifeste : les deux peines ne peuvent être appliquées ensemble que dans les cas de vol qualifié. »

CHAPITRE VI

PROVOCATION AUX CRIMES ET DELITS

Par provocation aux crimes et délits, le législateur hellène n'a pas voulu entendre une lutte d'idées menée par la voie de la presse, mais le fait d'une pression morale, d'une excitation à la violence commise avec publicité, quelle qu'en soit l'issue. Et cela est absolument vrai. La presse a, de nos jours, un ascendant moral indiscutable sur la vie publique et la vie privée d'un peuple, surtout depuis que l'instruction s'est répandue dans les masses. Sous le régime constitutionnel où nous vivons, les masses ont un facteur décisif dans les luttes politiques, sociales et économiques, il était donc nécessaire de punir toute provocation qui porterait atteinte à l'ordre public et à la tranquillité de l'Etat ainsi qu'aux individus.

A cet égard, le législateur a spécialement réprimé toute provocation aux crimes et délits prévus par la loi pénale. La loi distingue les quatre cas suivants de provocation :

- 1° La provocation aux crimes et délits;
- 2° La provocation à la désobéissance aux lois;
- 3° La provocation adressée à des militaires en service et à des conscrits;
- 4° L'apologie d'un crime ou d'un délit.

Provocation aux crimes et délits. — D'après l'article 10 qui traite de la provocation, toute personne qui, publiquement, par n'importe quel moyen, provoque ou excite quelqu'un

à commettre un délit ou un crime est puni d'un emprisonnement allant jusqu'à trois ans ou d'une amende allant jusqu'à 50.000 drachmes; toutefois, lorsque la provocation a comme but l'exécution d'un meurtre, d'un brigandage — vol commis avec violence — d'une extorsion, d'un incendie, la peine infligée par la loi ne pourra descendre plus bas qu'un certain minimum qui est de trois mois.

Cette provocation publique n'est pas un fait de complicité contrairement au système français.

Provocation à la désobéissance aux lois. — La loi punit toute provocation à la désobéissance aux lois, aux décrets du gouvernement ou autres ordonnances légales émanant d'une autorité quelconque. La loi précise que cette provocation doit avoir été faite publiquement par n'importe quel moyen, elle exclut donc une provocation faite confidentiellement; d'autre part, elle est punie quel qu'en soit le résultat, c'est-à-dire dans tous les cas, qu'il y ait eu effet ou non. La peine prévue est un emprisonnement allant jusqu'à un an, ou une amende allant jusqu'à 50.000 drachmes. Enfin, cette provocation est de la compétence de la Cour d'Assises.

Provocation aux militaires en service et aux conscrits. — Cette provocation, elle aussi, est punie seulement lorsqu'elle a été rendue publique par l'un des modes prévus à l'article 16, c'est-à-dire par des discours, cris, imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, ou par des placards ou affiches exposés au public... Si la provocation n'a pas été publique, elle est réprimée seulement par les dispositions de la loi pénale militaire et, dans ce cas, elle est de la compétence des tribunaux militaires.

La provocation doit être adressée à des militaires sous les drapeaux ou à des militaires susceptibles d'être appelés sous

les drapeaux et avoir pour objet de les détourner de leurs devoirs et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs. Peu importe qu'elle ait été suivie d'effet ou non. Bien entendu, l'intention coupable est exigée.

La provocation est punie par la loi d'un emprisonnement allant jusqu'à trois ans ou d'une amende allant jusqu'à 100.000 drachmes en temps de paix.

Apologie de crimes et délits. — Le législateur a voulu entendre par apologie de crimes et délits, le fait d'approuver un acte criminel et d'en glorifier les auteurs, portant ainsi atteinte à l'ordre public. D'après M. LE POITTEVIN, « elle doit dénoter, par sa forme même, l'intention, non de discuter une théorie, de soutenir une réforme, mais d'agiter et de remuer les passions » (1).

En effet, l'apologie d'un crime ou d'un délit a ceci de grave, qu'elle peut rendre inefficace les peines prévues par la loi, et constituer une provocation latente à d'autres crimes et délits. Les éléments constitutifs de ce délit sont donc :

1° *Le fait matériel de l'apologie d'un crime ou d'un délit.* — L'apologie d'un crime ou d'un délit ne consiste pas dans le fait de le rapporter par la presse d'une façon même exagérée, mais dans la tendance à en faire l'éloge et à glorifier publiquement les auteurs punis comme criminels, d'ouvrir des listes de souscriptions pour payer les amendes auxquelles ils sont condamnés, etc. L'intention de faire l'apologie d'un crime ou d'un délit est une question de fait et par conséquent est soumise à la souveraine appréciation du jury.

2° *Ce doit être l'apologie d'un crime ou d'un délit prévu par le Code pénal.* — Il en résulte que l'apologie d'une contravention à la loi pénale n'est pas punissable.

(1) LE POITTEVIN. *Traité de la presse*, t. II, p. 52.

3° *L'apologie doit avoir été rendue publique par un des moyens prévus par la loi sur la presse.*

4° *La provocation doit consister dans le fait de pousser à la désobéissance aux lois ou à l'autorité publique.*

CHAPITRE VII

DES OFFENSES ENVERS LE CHEF DE L'ETAT, LES CORPS LEGISLATIFS ET DES DELITS COMMIS CONTRE LES AGENTS DES PUISSANCES ETRANGERES

La législation hellénique, désirant que le Chef de l'Etat et les corps législatifs qui représentent l'autorité publique soient spécialement respectés (1), a tenu à les protéger par un chapitre spécial de la loi sur la presse à côté de celui qui réprime les diffamations et injures envers des particuliers.

En ce qui concerne le Chef de l'Etat, la loi édicte dans son article 15 que « la diffamation ou l'injure adressée au Chef de l'Etat est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ».

La diffamation ou l'injure ne sont punissables que lorsqu'elles ont été commises *publiquement*, soit par des discours, soit par des cris, des menaces proférées dans des réunions publiques, soit par des imprimés vendus ou distribués, mis en vente dans des lieux ou réunions publics.

La diffamation ou l'injure doivent consister, en ce qui concerne la diffamation, dans l'imputation d'un fait déterminé et, en ce qui concerne l'injure dans une expression outrageante, elles doivent, d'ailleurs, être dirigées contre la per-

(1) Rapport du Ministre de la Justice sur le projet de loi (Athènes, 1931).

sonne même du Chef de l'Etat et contre son autorité et son pouvoir, et non contre les actes du gouvernement.

La preuve de la vérité du fait imputé n'est jamais admise, l'article 20 faisant allusion seulement aux fonctionnaires.

Les délits de diffamation et d'injure sont de la compétence de la Cour d'Assises. La poursuite du délit a lieu d'office par le Ministère public.

Quant au délit d'outrage commis envers le Chef de l'Etat à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, en droit hellénique comme en droit français, il reste puni par le Code pénal (art. 159), à condition que l'outrage réunisse tous les éléments constitutifs de ce délit, c'est-à-dire qu'il ait été adressé à certaines personnes désignées par la loi, qu'il ait été commis par un des modes déterminés par la loi (paroles, gestes, menaces, écrits imprimés *non publics*), qu'il ait été commis contre une personne dans l'exercice de ses fonctions, et qu'il y ait intention coupable.

La preuve de la vérité des faits imputés ne peut être ordonnée et les tribunaux correctionnels sont compétents (1).

Quant aux injures adressées aux corps législatifs, c'est-à-dire au Sénat et à la Chambre des Députés, celles-ci sont punies d'une peine moins forte : un emprisonnement de un à six mois et une amende de 500 à 50.000 drachmes.

(1) Les dispositions de l'article 15 relatives au Président de la République ont été abrogées implicitement avec la Restauration en 1935; d'autre part, d'autres dispositions ont été prises à partir de cette année pour protéger aussi le Conseil des Ministres et le Chef du Gouvernement.

— De même en France depuis la loi récente du 10 octobre 1940, les tribunaux correctionnels sont compétents pour toute offense commise envers le Chef de l'Etat français par un des moyens énoncés dans l'art. 23 de la loi de 1881.

Pour être punissables, les injures doivent avoir été commises publiquement par un des moyens ci-dessus indiqués et doivent être lancées contre ces deux corps à l'exclusion des membres qui en font partie; de plus, pour que les poursuites soient entamées, il faut une décision préalable de ces corps, prise après délibération.

Des délits contre les puissances étrangères. — Comme délits envers les puissances étrangères, la loi punit d'abord l'insulte, les moqueries ou la diffamation, commises par n'importe quel moyen en privé ou en public, lancées soit contre l'honneur d'un Etat étranger, soit contre un gouvernement étranger, soit contre un Ministre accrédité auprès de l'Etat hellénique ou un autre envoyé, et ensuite l'enlèvement ou la destruction des drapeaux, armoiries ou emblèmes d'une puissance étrangère dans l'intention de manifester de la haine ou du mépris contre cette puissance qui est en bonnes relations avec la Grèce.

Les poursuites ont lieu dans tous les cas sur la demande du Ministre des Affaires étrangères hellénique ou sur la plainte du gouvernement étranger.

L'affaire est portée devant le Tribunal correctionnel dans les dix jours qui suivent le dépôt de la plainte par le gouvernement étranger ou la demande du Ministre des Affaires étrangères hellénique.

La décision n'est pas susceptible d'appel car le but visé est que l'affaire soit promptement jugée; d'autre part, la preuve de la vérité n'est pas admise.

CHAPITRE VIII

DES PUBLICATIONS DE FAUSSES NOUVELLES

La propagation et la publication de fausses nouvelles peuvent entraîner des conséquences désastreuses pour un pays, et, parfois même, porter préjudice aux autres pays (1) ; aussi, dans certaines circonstances, le législateur a-t-il tenu à prendre des mesures sévères, quoique la création de ce délit élastique laisse la porte ouverte à des poursuites et des condamnations arbitraires (2).

Qu'est-ce qu'une fausse nouvelle ? La fausse nouvelle est l'annonce ou le récit d'un fait inexact rapporté comme venant de se produire (3). Le législateur hellénique, dans deux cas principaux, proscriit aussi bien la fausse nouvelle orale que la fausse nouvelle écrite lorsqu'on rapporte que des troubles se sont produits ou que l'on propage des bruits sur la monnaie nationale. La fausse nouvelle orale implique des propos semés dans le public, des paroles dites et répétées pour répandre la nouvelle, le récit d'une fausse nouvelle fait plusieurs fois par communications successives ou propagé par des bouches dif-

(1) Acte de la conférence pour l'unification du Droit pénal. Rapports présentés à la session de 1935.

(2) Jules SIMON. Article paru au journal « Le Temps », 1881.

(3) LE POITTEVIN. Traité de la presse, II, p. 648, 1902.

férentes (1). La fausse nouvelle écrite sera répandue par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics.

Mais la loi exige un autre élément pour que l'infraction soit constituée : l'intention mauvaise de l'auteur.

A la différence du droit français qui ne punit les fausses nouvelles qu'autant qu'elles ont apporté un trouble réel à la paix publique, qui exige donc un rapport de cause à effet entre la publication de la fausse nouvelle et l'existence d'un trouble, le délit n'étant considéré que dans ses conséquences, la loi hellénique comme la loi italienne (2) au contraire, réprime la fausse nouvelle même si simplement elle peut troubler la paix publique. Le délit est consommé du seul fait de la publication de la fausse nouvelle, que l'ordre public ait été troublé ou non, c'est-à-dire que la loi crée un délit de tendance d'opinion comme la loi française du 30 octobre 1935 sur les publications de fausses nouvelles de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées, et celle du 1^{er} septembre 1939 sur les informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

La loi hellénique prévoit quatre cas : la propagation ou publication de nouvelles susceptibles d'inspirer de la crainte ou des troubles, les rumeurs d'une émeute dans l'armée, les faits pouvant ébranler le crédit de la monnaie nationale et la publication des documents faux.

L'article 13 qui prévoit les quatre cas est ainsi rédigé, répétant d'ailleurs l'article 203 du Code pénal :

(1) FABREGUETTES. Traité des Infractions, 1884, tome 1, p. 156, et les arrêts cités par lui. C., 8 déc. 1854, 13 mars 1855, 25 juin 1858, Caen 17 août 1868, Dijon 7 mars 1877 (pp. 77, 1005).

(2) GUÊZE. Le régime de la presse fasciste en Italie (Paris, 1938).

Premier paragraphe : « ... est puni, celui qui, de n'importe quelle manière, verbalement, par écrit ou par la presse, débite des nouvelles pouvant inspirer de la crainte ou des troubles parmi les citoyens ou qui peuvent troubler l'ordre public... ».

Deuxième paragraphe : « ... la loi punit également celui qui répand, mais *seulement* par la voie de la presse, des rumeurs ou des bruits d'une soi-disant émeute ou révolution dans l'armée, la marine ou l'aviation, qui ont été déjà démenties par le ministère compétent par communiqué officiel; l'acte demeure impuni si un des partis politiques représentés au parlement s'est chargé de la responsabilité de la publication par déclaration spéciale adressée par l'intermédiaire de la Chambre au Procureur de la République. »

Troisième paragraphe : « ... est puni, celui qui, en vue de dévaloriser la monnaie nationale, expose, débite ou énonce, par n'importe quel moyen, des informations de nature à ébranler le crédit de la monnaie nationale, soit que ceci se passe à l'étranger ou à l'intérieur du pays. Le délinquant est puni d'un mois de prison au moins et l'amende, à elle seule, peut atteindre 50.000 drachmes. »

Quatrième paragraphe : « ... est punie la publication par la voie de la presse de fausses nouvelles ou de documents faux attribués à quelqu'un, ou bien de documents dont le texte a été altéré. »

CHAPITRE IX

DES PUBLICATIONS OBSCENES (1)

La Grèce (2) a ratifié par la loi 4311 du 6 août 1929 les décisions de la Conférence Internationale sur les publications obscènes prises lors du traité de Genève, le 12 septembre 1923, elle les a insérées dans l'article 29 de la loi 5060 sur la presse.

Ainsi, celui qui, pour des fins commerciales, distribue, expose publiquement, prépare, acquiert, possède, transporte, importe même dans l'Etat, ou, de n'importe quelle façon, met en circulation des documents ou imprimés, des dessins, images ou tableaux, photographies, emblèmes, films, ou autres objets obscènes de n'importe quelle nature ou utilise n'importe quel moyen de publicité pour en favoriser la circulation ou pour en faciliter le commerce, est puni par la loi.

La peine prévue est un emprisonnement d'un mois et une amende de 3.000 à 30.000 drachmes ou l'une de ces deux peines seulement; en cas de récidive, la peine d'emprisonne-

(1) POURESY E. Recueil de décisions concernant les outrages aux bonnes mœurs, Paris 1927. — GANO M. La répression de l'immoralité, Paris 1926. — LAPIÈRE P. L'outrage aux bonnes mœurs, Lille 1931.

(2) Elle a été approuvée par la France par la loi du 23 août 1929 et le gouvernement a déposé le 23 août 1930 un projet de loi; voir sur ce point, la circulaire de M. le Garde des Sceaux du 21 nov. 1929; par un décret relatif à la famille et à la natalité françaises du 29 juillet 1939 punissant la publication, la détention en vue de faire commerce, etc., contraire aux bonnes mœurs, ce projet est entré en vigueur.

ment est portée à six mois, et l'amende varie de 4.000 à 40.000 drachmes.

La définition de l'imprimé obscène est précisée par l'article 30; d'après cet article, est considéré comme obscène, « ce qui, d'après le sentiment général, porte atteinte à la pudeur publique ».

Donc, la notion de l'obscène dépend du sens commun, et non de la subjectivité personnelle. Il ne suffit pas qu'une ou plusieurs personnes déclarent leur pudeur outragée pour que le délit soit constitué. S'il en était ainsi, on mettrait l'opinion de quelques esprits craintifs et chagrins au-dessus de l'interprétation naturelle et logique de la loi. Chaque jour verrait naître une pudeur nouvelle. Le sentiment individuel ne doit pas avoir le droit de faire interpréter la loi à son gré, pas plus qu'il n'a la faculté de créer la loi elle-même. Les bonnes mœurs, la pudeur ne doivent pas être le monopole de quelques-uns. C'est la réprobation générale qui doit fixer les cas où elles sont outragées. C'est dans cette réprobation et dans la conscience publique seules, que le juge puise le droit de punir. Il est donc vrai de dire que l'outrage aux mœurs n'existe pas uniquement parce que quelqu'un prétend être outragé.

Les tribunaux ont un large pouvoir d'appréciation à ce sujet et d'après la jurisprudence hellénique (1), c'est une question de droit soumise au contrôle de la Cour de Cassation.

La loi fait une exception pour des ouvrages scientifiques ou artistiques mais ceux-ci sont également considérés comme obscènes dans le cas où ils sont offerts en vente, ou distribués

(1) Cour de Cassation d'Athènes 90 (1913). Journal Thémis M. D., p. 488. Voir aussi en jurisprudence française relativement au large pouvoir d'appréciation, Cass. 25 mars et 24 nov. 1911. D. 1912.1.497, 23 juin et 21 juillet 1928, S. 1930.1.40, D. 1928.1.161.

entre les mains de personnes de moins de 18 ans, à moins que ces œuvres artistiques ou scientifiques ne servent aux fins de leurs études.

Pour définir ce qu'est une œuvre artistique ou scientifique, le Procureur peut demander l'avis d'un Comité de cinq personnes, qu'il peut lui-même nommer parmi les professeurs de l'Ecole supérieure des Beaux-Arts et des membres d'Associations pour la protection de l'Enfance; sinon il doit constituer un Comité composé de gens de lettres et de pédagogues.

En ce qui concerne la forme de l'instrument du délit, et les moyens employés à sa publicité d'après la large formule de la loi, on doit considérer que le législateur a voulu frapper le mal à sa source; par conséquent, une brochure doit être assimilée à un livre obscène, ainsi qu'une réclame insérée dans un livre, une statuette, de même les annonces ou correspondances obscènes publiées dans les journaux, la distribution à domicile sous enveloppe non fermée, l'édition des cartes postales obscènes (1).

De même, l'affichage à l'intérieur d'une boutique, l'exposition à l'intérieur d'un appartement privé, l'exhibition des scènes cinématographiques (2).

C'est un jugement du tribunal qui prononce la saisie des images; quant à leur destruction, elle se fait par les soins des autorités policières, aux frais du condamné.

Si l'objet en cause contient une partie dont la nature obscène n'est pas suffisamment indiquée, le tribunal peut,

(1) Cass. 19 nov. 1910, D. 1912.1.497, Trib. Orléans 15 nov. 1920, Cour Orléans 16 déc. 1929, Cass. 21 juillet 1928, S. 1930.1.40, Cass. 22 juillet 1906, *Gaz. Pal.* 1906.2.257.

(2) Trib. corr. Nice 22 fév. 1904, D. 1908.2.306, Cass. 2 juil. 1909, *Gaz. Pal.* 1909.2.518, Trib. Paris 12 mars 1907, S. 1908.1.195.

dans le cas où c'est possible, limiter la destruction à la partie obscène de l'ouvrage. La saisie et la destruction peuvent être ordonnées par jugement du Tribunal, même dans le cas d'un non-lieu ou lorsque l'innocence de l'accusé est reconnue. les frais de destruction étant assurés, cette fois, par l'Etat.

CHAPITRE X

DES DELITS DE DIFFAMATION DE LA DIFFAMATION CALOMNIEUSE ET DE L'INJURE

De la diffamation. — Le premier paragraphe de l'article 20 qui traite du délit de diffamation est ainsi conçu : « Celui qui affirme devant une tierce personne ou rapporte à quelqu'un un fait précis, qui peut porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'autrui est puni d'un emprisonnement de trois ans au plus ou d'une amende de 5 à 50.000 drachmes ou des deux peines à la fois... »

La loi donne une définition de la diffamation analogue à celle de la loi française (1) et à celle du Code pénal italien (2) d'après lequel la diffamation est le fait d'attribuer à quelqu'un un fait portant atteinte à son honneur ou à la considération dont il jouit.

Pour que ce délit soit constitué, il faut qu'il y ait :

1) *Publicité.*

La diffamation ne constitue un délit que si elle est publique.

La publicité peut résulter de paroles ou d'écrits. Des paroles, ce seront des discours, des cris ou menaces proférés dans un lieu public par nature ou destination. Des écrits : publica-

(1) Art. 29, Loi sur la liberté de la presse, 1881. FABREGUETTES, *Traité des infractions de la parole*, tome I, p. 386 (Paris 1884).

(2) Code pénal du Royaume d'Italie de 1931, art. 594.

tion dans les journaux, imprimés, par des écrits quelconques, des dessins, etc..., exposés, vendus ou distribués dans des réunions ou lieux publics.

2) *Affirmation d'un fait déterminé.*

Cette affirmation consistera dans une allégation ou l'imputation à autrui d'un fait déterminé et précis. Par allégation, nous entendons une assertion appuyée sur l'opinion d'autrui, sur la rumeur publique, sur des hypothèses. Ainsi, un tel m'a dit que X a été condamné pour tel fait contrôlable. Tandis que par imputation, nous désignons l'affirmation d'une opinion personnelle, telle que : « je crois que X a fait cela ».

3) *Fait de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'autrui.*

Ce fait porte atteinte à l'honneur quand il est contraire à la probité ou à la loyauté, peu importe qu'il tombe ou non sous le coup de la loi pénale. Ainsi l'allégation qu'un citoyen a fait agir des influences pour se faire exempter du service militaire (1).

Un fait porte atteinte à la considération d'autrui lorsqu'une personne prétend qu'une autre personne n'observe pas une ligne de conduite irréprochable. Telle l'allégation qu'un homme marié à une maîtresse.

4) *Allégations portées contre une personne ou un corps nommément désignés et cela dans une intention perfide.*

Il n'est pas cependant indispensable que cette désignation

(1) GOYET. Droit pénal spécial, p. 340. — FABREGUETTES. Traité des infractions de la parole, p. 402. Cass. 11 juin 1875 (Dalloz 75.1.494), Cass. 14 janv. 1875 (Sirey, 75.1.159, Dalloz, 75.1.281).

soit expresse, il suffit qu'on puisse reconnaître facilement la personne à travers les allégations.

Si la diffamation est dirigée contre une collectivité, il y a lieu de distinguer si les imputations sont ou non exprimées de telle façon que chaque personne composant la collectivité en soit atteinte, alors chacun peut poursuivre le diffamateur ; dans le cas contraire, c'est-à-dire si la collectivité est seule visée, sans que les membres soient personnellement attaqués, alors ceux-ci ne peuvent agir personnellement et, seule, la collectivité a le droit d'exercer des poursuites, si elle a la personnalité morale.

De plus, on exige l'intention perfide chez l'auteur de la diffamation, c'est-à-dire qu'il ait pleinement conscience que ce qu'il répand est susceptible de porter atteinte à l'honneur et à la considération d'autrui. Si ce fait est publié par la presse, c'est un fait consommé dès que la publication a eu lieu, d'après l'article 30.

Le paragraphe 2 de l'article 20 est ainsi conçu : « Si l'accusé prouve la vérité de sa prétention, la diffusion de ce fait reste impuni, mais la preuve n'est admise que si la diffamation a été adressée à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. Par contre il est défendu de prouver la vérité du fait imputé si celui-ci touche à la vie familiale ou privée du fonctionnaire attaqué, et s'il a été répandu dans le seul but unique d'atteindre son honneur sans souci de l'intérêt public. Exceptionnellement, la preuve de la vérité est admise, lorsque le fait qui lui est attribué constitue un délit ».

Nous constatons donc que la preuve de la vérité est permise dans deux cas seulement : d'abord *si la diffamation calomnieuse a été adressée contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions*. La loi considère comme fonctionnaire, prenant le mot dans un sens large, toute personne au

service de l'Etat d'une façon extraordinaire ou en permanence, donc un Ministre, un Député, un Sénateur, les membres des Commissions électorales organisées par la loi, les jurés de la Cour d'Assises et tous ceux qui sont caractérisés comme fonctionnaires par la loi.

Mais afin que la preuve de la vérité soit permise à l'accusé, il faut que les imputations diffamatoires concernant des faits relatifs aux fonctions exercées, c'est-à-dire que le fait qu'on attribue au fonctionnaire attaqué touche à l'exercice de ses fonctions et uniquement à celles-ci. Si le fait mensonger concerne la vie privée du fonctionnaire, la preuve de la vérité n'est pas admise, surtout lorsque le fait a été rapporté dans le but d'assouvir une vengeance et non de servir en même temps l'intérêt public. Ainsi, dans la nouvelle loi se trouve largement étendu le droit de contrôle des fonctionnaires.

Ensuite, la preuve de la vérité du fait imputé est permise aussi lorsque le fait attribué ou répandu à dessein est un délit.

Dans tous les autres cas, la preuve de la vérité est interdite, même à celui qui est attaqué, étant donné que la défense de la vérité constitue un acte d'ordre public.

Le dernier paragraphe de l'article 20 est ainsi libellé :

« La preuve de la vérité est apportée seulement en
« audience publique, et on applique pour le reste les articles
« 309 à 312-314 du Code de Procédure criminelle dans des
« délais réduits.

« La rétractation complète et sans condition des paroles
« diffamatoires comme injustes et contraires à la vérité,
« accompagnée des regrets du coupable faite avant le com-
« mencement de la procédure, sera punie seulement d'une
« amende de 10.000 drachmes. Si la diffamation a été faite
« contre un fonctionnaire pour des faits de sa fonction, la

« rétractation est admise dans les mêmes conditions jusqu'à
« la fin de l'enquête et pourra entraîner l'acquittement de
« l'accusé, si le tribunal reconnaît que celui-ci a été entraîné
« dans son acte par des mobiles honorables ayant pour but
« l'intérêt public. La rétractation est publiée en tout cas aux
« frais du diffamateur, *comme lui incombe le paiement des*
« *frais de justice*, dans trois journaux indiqués par le tri-
« bunal. » (1).

La loi hellénique (§ 4 de l'art. 20) fixe donc dans quelles circonstances la peine sera diminuée.

Ainsi : a) la rétractation complète et sans réserves des paroles prononcées, que le révoquant déclare dépourvues de vérité, rétractation accompagnée de ses regrets, peut être punie seulement d'une amende d'au plus 10.000 drachmes, mais il faut que l'acte de rétractation ait lieu à n'importe quel moment et en public mais toujours avant le commencement de la procédure; b) — si la diffamation a été portée contre fonctionnaire pour des faits de sa fonction, la rétractation des faits diffamatoires faite dans les mêmes conditions que ci-dessus peut obliger le tribunal à acquitter l'accusé, s'il le juge nécessaire, surtout lorsqu'il a été entraîné dans son acte par des motifs nobles et non par des motifs de vengeance, de rancune mais pour servir l'intérêt public qui serait en danger, si les paroles diffamatoires n'avaient pas été prononcées.

Le jugement qui constate la rétractation des faits diffamatoires est, dans tous les cas, c'est-à-dire même si l'accusé a été acquitté, inséré dans trois journaux quotidiens indiqués par le tribunal, aux frais du diffamateur.

(1) Cette disposition a été supprimée par la loi du 20 nov. 1935 et la loi 1092 de 1938.

Les poursuites pénales, d'après l'article 27 commencent seulement sur la demande expresse de la victime; néanmoins, si la victime est un fonctionnaire, ses chefs hiérarchiques peuvent, eux aussi, déposer une plainte entre les mains du Procureur de la République.

La diffamation calomnieuse. — La diffamation calomnieuse qui n'est pas prévue dans la loi française de 1881, et qui diffère même de la dénonciation calomnieuse réprimée dans l'art. 373 du Code pénal français, est composée des mêmes éléments que la simple diffamation de l'article précédent, mais il est nécessaire, de plus, « ... que la chose répandue ou prétendue soit fausse et que le diffamateur le sache pertinemment ». (Art. 21.)

L'intention perfide de l'accusé est semblable à celle de la simple diffamation, mais il faut en outre que l'accusé avoue que le fait par lui exprimé ou rapporté est faux (1).

Si l'inculpé est dans le doute : s'il ne sait si le fait qu'on lui attribue est fondé ou non (2), la peine est seulement la moitié de celle prévue pour la diffamation calomnieuse (article 21).

Si de l'enquête résulte la vérité du fait diffamatoire, il sera puni alors pour diffamation simple, sauf s'il s'agit du cas exceptionnel prévu par l'art. 20, § 2, d'après lequel l'inculpé échappe à la sanction pénale.

Dans le cas où les allégations ou imputations calomnieuses donnent lieu à des poursuites contre la personne ou le corps diffamé, l'action en diffamation reste suspendue jusqu'à la

(1) BOUROPOULOS. La loi 5060 sur la Presse (Athènes, 1931).

(2) Les fausses allégations doivent avoir été faites non seulement en présence du diffamé mais devant une tierce personne (Cour de Cass. d'Athènes 92 (1933)).

fin du procès, parce que la vérité dérive de la condamnation de la personne ou du corps, tandis que l'acquittement prouvera le contraire.

A la suite de ce chapitre et toujours au sujet de la diffamation calomnieuse, la loi hellénique sur la presse dans ses articles 21 et 22 pose la question de la diffamation calomnieuse contre une société anonyme ainsi que celle de la diffamation calomnieuse contre la mémoire d'un défunt. Les peines prévues sont l'emprisonnement jusqu'à trois mois et une amende qui varie entre 10 et 10.000 drachmes. De plus la loi prononce des peines accessoires prévues par les articles 21 et 23 du Code pénal, c'est-à-dire l'incapacité et la privation des droits de six jours à six ans.

De l'injure. — L'injure consiste dans une expression outragante, dans un terme de mépris ou une invective. Les tribunaux ont le pouvoir d'apprécier s'il y a injure en tenant compte du milieu social, du sens donné à l'expression.

Ici, c'est le caractère injurieux résultant de la violence des expressions employées que le législateur réprime spécialement dans l'atteinte à l'honneur ou la considération d'autrui; la loi hellénique déclare même, dans son article 24, que dans le cas où l'inculpé a été acquitté du chef de diffamation, cela ne le disculpe du délit d'injure que si celle-ci a été exprimée d'une manière qui fait ressortir ce délit.

L'injure doit être adressée par écrit (1) ou verbalement par discours à une personne ou à un corps constitué; comme pour la diffamation, l'auteur de l'injure doit avoir agi avec intention coupable. Le délinquant peut considérer qu'il ne

(1) En cas d'injure par la presse, pour que ce délit soit consommé, il faut prouver la circulation du journal incriminé. Arrêt de la Cour de Cass. d'Athènes (1929).

sera pas puni s'il a été entraîné dans son acte par une colère bien justifiée, par un acte de celui qui est en cause ou qui est fait par devant lui, lorsque l'acte en question est cruel et brutal (art. 25).

Des critiques hargneuses portées contre des travaux scientifiques, artistiques, ou contre l'exercice légal de l'autorité, pour sauvegarder un droit quelconque, ou un intérêt justifié, sont punissables seulement si, à la suite de ces manifestations ou des circonstances où les critiques ont eu lieu, il est bien manifeste que le but unique de ces critiques ou manifestations était d'injurier autrui (art. 26) (2).

(2) La disposition de l'art. 20, § 2, concernant l'admission de la preuve n'est pas applicable en cas d'injure. Cour. de Cass. d'Athènes 346 (1934).

CHAPITRE XI

DES PUBLICATIONS INTERDITES

Malgré le texte formel de l'art. 16 de la Constitution de 1927, d'après lequel une publication peut être interdite seulement « quand elle concerne des mouvements de troupe ou des travaux de fortification du pays », l'art. 34 de la loi sur la presse qui prévoit les interdictions en question inaugure toute une série d'interdictions qui ont été considérées comme anticonstitutionnelles et qui ont suscité des polémiques. Ces interdictions sont les suivantes :

Pour une affaire correctionnelle ou criminelle: Avant que l'affaire n'ait été portée en audience publique:

1) Il est interdit de publier pendant l'instruction d'une affaire tout fait relatif à cette instruction — même la photographie de la victime ou de l'inculpé, — si le procureur compétent, d'accord avec le juge d'instruction, l'a ordonné dans l'intérêt de la découverte de la vérité.

L'ordonnance de non-publication peut être prise dès le début des poursuites pénales et peut porter sur n'importe quel point de l'enquête; elle entre en vigueur aussitôt qu'elle est publiée dans les journaux fixés d'avance par le Procureur. Les journaux en question sont obligés de publier l'interdiction dans le numéro du journal qui suit la réception de l'ordonnance; en cas de refus de leur part, les directeurs risquent d'être poursuivis, comme nous allons traiter par la suite.

Cette disposition, remarquons-le, est contraire à la loi

française d'après laquelle, en matière criminelle, les tribunaux ne peuvent interdire que le compte rendu des procès ayant trait à des menées anarchistes.

2) La loi interdit de publier l'arrêt ou l'ordonnance de renvoi, l'acte d'accusation et tous autres actes de la procédure criminelle ou correctionnelle (1), par exemple, une assignation à comparaître, un procès-verbal d'audition de témoins, un procès-verbal d'interrogatoire avant qu'ils aient été lus en audience publique, à moins que cette publication n'ait eu lieu sur l'ordre du procureur et du juge d'instruction.

Après que l'affaire a été portée à l'audience publique :

1) La loi interdit de rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des cours et tribunaux. La loi veut ainsi assurer le secret des délibérations. Ainsi, d'après la jurisprudence française (2), il est interdit de publier que tel arrêt a obtenu tant de voix, ou pour quelle raison un accusé a obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes.

2) Il est interdit de publier l'exposé détaillé ou résumé de la discussion en audience publique des procédés de diffamation ou d'injures dans le cas où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée, ainsi que la publication des exposés médico-légaux, dont le contenu peut porter atteinte aux mœurs publiques, ainsi que des informations sur des procès criminels où le huis-clos a été ordonné.

Pour une affaire civile: Avant ou après que l'affaire a été portée en audience: Contrairement à la loi française qui permet aux tribunaux d'interdire la publication des débats de

(1) Cass. 6 mars 1884, S. 1884.1.303. — Cass. 1899, *Gaz. Pal.* 1899. 1.672. — Cass. 1890, *Gaz. Pal.* 90-2-551.

(2) Cass. 21 juin 1864, D. 1863.3.93. — Cass. 15 fév. 1923, *Bull. crim.*, 1923, n° 66.

toute affaire civile, la loi hellénique interdit seulement si le huis-clos a été prononcé.

L'interdiction, quant aux publications intérieures des cours et tribunaux doit être aussi appliquée ici.

Pour les procès en divorce, il est seulement permis de publier :

1) Le nom, la profession et l'adresse des parties et des témoins ;

2) Un bref exposé des points de droit qui ont été proposés et commentés ainsi que des textes, sur lesquels les témoins ont été entendus, mais non leur déposition ;

3) Le dispositif de l'arrêt du tribunal ;

4) Les plaidoiries des avocats, mais seulement leurs points de vue juridiques.

Ces interdictions concernant, soit les affaires criminelles ou civiles ne s'appliquent pas aux jugements qui peuvent être publiés ; mais le fait de publier un arrêt de vieille date ou de publier souvent un arrêt récent dans un but diffamatoire est punissable, et l'auteur peut être poursuivi pour diffamation.

Toute infraction aux interdictions ci-dessus énoncées est punie d'une amende de 1.000 à 20.000 drachmes, mais d'autre part la loi édicte dans l'art. 37 que lorsqu'un journal est poursuivi pour avoir enfreint une disposition de la loi protégeant la vie privée d'une personne, dès qu'une citation lui a été remise, il lui est interdit de revenir sur le même sujet de n'importe quelle manière, et que le fait d'avoir enfreint cette disposition constitue un délit spécial qui est puni d'une amende de 5 à 10.000 drachmes et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de six mois et d'une amende qui varie entre 10 et 50.000 drachmes.

Par exception, le tribunal compétent dans ce cas, est le tribunal correctionnel.

En dehors des interdictions ci-dessus, la loi interdit d'autre part :

De publier ou d'éditer, soit en entier, soit en partie, tout imprimé ou toute gravure tendant à décrire la vie ou les actes de brigands, de voleurs ou autres criminels, qu'il s'agisse de personnages fictifs ou réels, exception faite des chefs-d'œuvre littéraires ou philosophiques, déjà reconnus officiellement comme tels. La peine prévue est un emprisonnement allant jusqu'à un an, et une amende allant jusqu'à 10.000 drachmes.

De publier le règlement d'une loterie organisée par un journal avec attribution de lots, sous peine d'un emprisonnement allant jusqu'à deux mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 drachmes.

CHAPITRE XII

DES PERSONNES RESPONSABLES

La question primordiale qui se pose à propos du régime répressif de la presse concerne les personnes responsables. Avant l'établissement des régimes autoritaires qui restreignent ou suppriment la liberté de la presse (comme l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne), nous nous trouvions devant le système français de la « gérance », celui des « cascades ou de Belgique » admis en Bulgarie, en Roumanie, pendant un certain temps par l'Italie et par la Suisse dans certains cantons, le système de la « négligence » admis par l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, la Pologne, la Tchécoslovaquie, enfin celui de la « responsabilité collective » adopté par l'Angleterre.

Système français. — Hésitant entre la responsabilité solidaire et le système plus moderne de la responsabilité successive et exclusive, le législateur français a opté pour un régime compliqué qui se trouve dans l'article 42 de la loi de 1881.

L'article 42 déclare: « Seront passibles, comme auteurs principaux, des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse : 1) les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations ; 2) à leur défaut, les auteurs ; 3) à défaut des auteurs, les imprimeurs ; 4) à défaut des imprimeurs, les vendeurs, les distributeurs ou afficheurs. »

En instituant ce système de responsabilité successive, le

législateur a voulu qu'une seule personne fût poursuivie comme auteur principal; mais, d'autre part, les poursuites aboutissent toujours à mettre quelqu'un en cause à ce titre.

Sur ce point donc, l'article 42 de la loi de 1881 déroge au droit commun. En effet, d'après les principes généraux, le degré de responsabilité se détermine par le concours fourni à l'accomplissement de l'acte délictueux et non par la présence ou l'absence des individus qui y ont coopéré (1).

Quant à l'organisation de la responsabilité du gérant, elle est la pièce maîtresse et aussi le vice essentiel de la législation française sur la presse (2). Il semble qu'on ait voulu personnifier dans le gérant cet être collectif qu'est le journal, afin de rendre plus faciles et plus efficaces les poursuites auxquelles pourra donner lieu, de la part des tiers ou du ministère public, les publications d'articles injurieux ou diffamatoires. « La présence du gérant, disait le rapporteur de la loi, empêche les recherches de s'égarer comme elle prévient les mesures de rigueur que pourrait à son défaut nécessiter la découverte de la vérité. »

Lorsqu'une personne est mise en cause suivant l'ordre fixé par la loi, — et cette personne, ajoutons-le, ne peut pas se soustraire à la présomption légale de culpabilité qui pèse sur elle, même en excipant de sa bonne foi, — les autres peuvent être poursuivis comme complices.

Système belge. — D'après l'article 18 de la constitution belge du 7 février 1831 et l'article 4 du décret du 20 juillet 1831 : « lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique,

(1) VIDAL. Cours de Droit criminel, pp. 557-590, Paris 1911. — POTOLICKI. La répression des délits de presse, Paris 1928.

(2) GARAUD. Traité de droit pénal, Paris 1926.

l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peuvent être poursuivis dans tous les procès pour délits de presse; le jury, avant de s'occuper de la question de savoir si l'écrit incriminé renferme un délit, décidera si la personne présentée comme l'auteur du délit l'est réellement... Si l'auteur fait défaut, le directeur ou l'éditeur seront poursuivis, à leur défaut, l'imprimeur, et à défaut de l'imprimeur, le distributeur... Les dispositions du Code pénal sur la complicité ne sont pas applicables ». Comme on le voit, on ne rend responsable d'une infraction de presse qu'une seule personne, celle-ci seulement encourra la peine d'auteur; quant aux autres personnes ayant pris part à la confection du journal, elles seront libérées des poursuites.

En édictant des peines contre une des personnes indiquées comme auteur, mais en lui assurant, d'autre part, l'impunité à condition qu'elle dénonce un prédécesseur, dans l'ordre établi, le législateur belge manifeste l'intention d'atteindre l'écrivain.

Système anglais. — D'après le droit anglais, toute personne qui prend part à la confection de l'écrit incriminé est présumée responsable (1).

Le propriétaire, l'éditeur, le rédacteur et l'imprimeur sont responsables, même s'ils ignoraient que l'écrit incriminé fût offensant pour une personne.

Cette personne a le droit de poursuivre celui qui lui plaît parmi tous les responsables.

Système allemand. — D'après l'article 20 de la loi d'Empire sur la presse du 7 mai 1874, la responsabilité pour les

(1) KENNY. Esquisse de droit criminel. Traduction, Paris 1934. — L'act Lord Campbell's (6 et 7 Victoria C 96). News paper Libel and Register 1881. — Amendement Libel Act 51 et 52 V. C. 64.

actes dont le caractère délictueux repose sur le contenu d'un imprimé, se détermine d'après les lois pénales ordinaires; par conséquent, toute personne qui, d'une façon ou d'une autre, a participé intentionnellement à la publication, à la propagation d'un imprimé délictueux est pénalement responsable comme l'auteur, co-auteur, ou complice du délit commis dans l'imprimé. Mais à côté de cette responsabilité établie sur le droit commun existe une responsabilité séparée, lorsque le défaut d'intention est établi du fait de la négligence de ceux qui ont pris part à la publication ou propagation de l'imprimé, excepté pour l'auteur de l'article. Cette responsabilité est successive et exclusive, elle s'applique d'abord au rédacteur responsable et elle est étendue ensuite aux éditeurs, imprimeurs et colporteurs au cas où chacun précédemment ne pourrait être poursuivi.

Système grec. — La loi hellénique sur la presse diffère sur certains points des systèmes précédents.

Les personnes responsables sont, d'après l'art. 40 désignées dans l'ordre suivant :

a) Sont responsables, l'auteur de la publication, sauf s'il prouve que la publication a eu lieu à son insu, et quand il s'agit d'un journal ou d'une revue et le Directeur ou l'éditeur, ou, à défaut de ceux-ci, le propriétaire, même quand ce dernier se présente sous un autre nom, sauf s'ils prouvent que la publication a été faite à leur insu; dans ce dernier cas, ils sont punis « pour négligence », d'une amende allant jusqu'à 10.000 drachmes.

b) A défaut des personnes ci-dessus énoncées, celui qui a livré la publication à l'imprimerie ou celui qui, en pleine connaissance de cause, se chargea de la mise en circulation de l'imprimé.

c) En tout cas, n'est point exclue la répression de complicité telle qu'elle est prévue par la loi pénale, excepté pour les ouvriers de l'imprimerie qui ne seront point poursuivis, si on ne poursuit que le fait de l'impression, et pour les vendeurs, distributeurs ou afficheurs, sauf si ceux-ci sont considérés, d'après le paragraphe ci-dessus, comme les auteurs de la publication incriminée.

Nous constatons donc que le système grec s'éloigne des principaux systèmes étudiés précédemment : du système français, parce que le législateur grec n'admet pas l'institution de la gérance, du système belge, parce que le législateur grec admet la complicité, et du système allemand, parce que le législateur grec n'admet pas les principes du droit commun en cette matière.

Mais, s'il en diffère, il emprunte à tous ces systèmes certains traits, particulièrement au système français la responsabilité successive et au système allemand la notion de négligence.

En somme, les caractères propres sont les suivants :

D'abord, la responsabilité pénale des infractions de presse ne suit pas le droit commun. En effet, en droit commun, l'auteur de toute infraction est celui qui en est la cause, tandis que la loi hellénique sur la presse met en présence plusieurs personnes également considérées comme auteurs de l'infraction, auteur, directeur, propriétaire, imprimeur, vendeur, distributeur. Cette responsabilité, d'ailleurs, est successive, et on admet en plus la complicité.

Ensuite, lorsqu'il s'agit de la presse non périodique, nous constatons que le délit réside dans l'écrit lui-même, par conséquent, l'auteur est le principal coupable contrairement au système français où la publication de l'écrit fait le délit et

où l'auteur principal est le gérant ou l'éditeur tandis que l'auteur de l'écrit est considéré comme complice.

Mais, lorsqu'il s'agit de la presse périodique, la loi organise au premier rang une responsabilité solidaire de l'auteur et du directeur du journal ou de la revue fondée sur leur mauvaise intention.

Un autre trait encore caractéristique de la loi, c'est qu'elle dispose qu'en l'absence du directeur ou de l'éditeur d'un journal ou d'une revue, le propriétaire est, lui aussi, responsable pénalement, tandis que, d'après le droit français, il est responsable civilement seulement.

Enfin, la loi grecque consacre, en faveur de certaines personnes, directeur ou éditeur, propriétaire, la thèse de la peine de négligence. Cette peine pour négligence qui est née de la conception allemande a son fondement dans l'idée suivante : admettons que le directeur ou l'éditeur n'aient pas eu connaissance du contenu délictueux d'un article, il ne peut être question de leur reprocher un délit commis intentionnellement. Mais s'ils avaient pris la peine de rechercher si cet écrit ne contenait rien de délictueux, ils auraient sans doute refusé de le faire paraître et l'infraction n'aurait pas été commise. Ainsi, en n'examinant pas l'écrit, ils ont fait preuve de négligence et cette négligence constitue une faute qui engage leur responsabilité.

CHAPITRE XIII

TRIBUNAUX COMPETENTS ET PROCEDURE DE REPRESSION DES DELITS DE PRESSE

Tribunal compétent. — Pour beaucoup d'hommes politiques et d'écrivains, les procès de presse doivent être jugés par devant le jury que l'on a toujours considéré comme un tribunal idéal. JORDAN, du haut de la tribune du Parlement français, disait autrefois : « S'il n'existait point de jurés, la loi devrait en faire exclusivement pour juger les délits de presse. » Parce que ces délits-là sont, en substance, des délits politiques, sont une lutte entre les dirigeants et les dirigés qui, dans l'exercice de leurs droits de citoyens, sont protégés par la liberté individuelle. Seule l'opinion publique peut avoir un avis sur la question de savoir si le journaliste a passé les bornes et s'il est en défaut aux yeux de la loi pénale. Chaque fois que la presse a été traînée par devant la Cour d'assises, elle a toujours été acquittée sous les applaudissements et les hourrah de l'auditoire (1).

Aucune législation aujourd'hui n'admet que la Cour d'Assises soit seule compétente. La France même soumet plusieurs délits de presse à la compétence du Tribunal correctionnel ou du Tribunal de simple police.

D'après l'art. 100 de la Constitution hellénique de 1927, « les crimes sont jugés par le jury, les crimes politiques ainsi

(1) G. TSOUCALAS. Tribunaux des jurés (Athènes, 1930).

que les délits de presse, quand ils ne touchent pas à la vie privée, sauf (1) les délits de presse contre les fonctionnaires judiciaires à partir du Juge de Paix et au-dessus ». Mais la loi 5060 — qui ne contient pas d'ailleurs d'article consacré à la compétence comme la loi française — en dehors de l'exception prévue par la Constitution, rend compétent le Tribunal correctionnel pour les délits commis contre le Chef de l'Etat et les agents diplomatiques étrangers (art. 17), pour des publications obscènes (art. 31), et enfin en vertu de l'art. 37 au cas où le directeur d'un journal ou d'une revue publie une information relative à un article publié dans son journal et pour lequel il est poursuivi. Faudra-t-il admettre, malgré le silence de la loi, la compétence de la Cour d'Assises pour les simples contraventions comme le colportage, etc? Nous ne le croyons pas (2).

Compétence du Tribunal du lieu où l'infraction a été commise. — En ce qui concerne la compétence territoriale, le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel la publication a eu lieu pour la première fois, publication par laquelle le délit a été consommé : si le journal a été répandu dans un autre endroit, le tribunal de ce dernier lieu n'est pas compétent, parce que l'infraction n'est qu'une conséquence du délit déjà commis ailleurs.

.....

Nous allons nous occuper maintenant en abrégé des principaux articles qui concernent les dispositions de la procédure comprises dans les articles 46-70.

(1) Un arrêt de la Cour de Cassation d'Athènes (238/1930) semble ne pas admettre cette exception.

(2) La Cour d'appel d'Athènes, par son délibéré (316/1930), a jugé que l'infraction pour la presse de la loi 4229 relative aux mesures préventives de la sécurité de l'Etat est soumise au Jury. De même le Tribunal correctionnel d'Athènes (3176/1930).

A. — *Cour d'Assises*

Dans les articles 46-70, le législateur a édicté un certain nombre de règles dérogatoires au droit commun, surtout quant aux délais des procès portés devant la Cour d'Assises. Mais en dehors de ces textes et pour les points fort nombreux sur lesquels la loi pénale n'a pas statué, il faut appliquer le Code d'instruction criminelle; souvent la loi dans les articles 47, 49, 52, 56 y fait allusion.

Poursuite. — La poursuite des crimes et délits commis par la voie de la presse a lieu d'office à la requête du Ministère public, exception faite au cas où est nécessaire une plainte de la part de certaines personnes déjà indiquées par nous.

D'après l'article 46, en dehors du cas où l'accusé subit de la prison préventive, la poursuite par-devant la Cour d'Assises, a toujours lieu, par citation directe (contre laquelle il n'y a point de recours); après une enquête préalable sommaire faite suivant les dispositions de la procédure pénale, soit sans aucune enquête préalable. L'instruction se termine dans le délai de huit jours, et le jour du jugement est fixé le plus tôt possible, au maximum à 40 jours du jour où l'acte fut commis ou si la plainte a déjà été donnée par la victime. Ceux qui sont cause du retard, Procureurs ou Juges d'instruction, sont punis (art. 46).

Lorsque le Procureur de la République du ressort de la Cour d'Assises transmet au Procureur Général le dossier de l'instruction, il est tenu, dans son réquisitoire, d'articuler et de justifier les provocations, outrages, diffamations et injures en raison desquels la poursuite est intentée, avec indications des textes dont l'application est demandée, à peine de nullité du réquisitoire de ladite poursuite (art. 47).

Toutes les fois que dans les délits de diffamation ou de diffamation calomnieuse et injurieuse, qui concernent les services publics ou les fonctions d'un fonctionnaire, ou contre quelqu'un assimilé aux fonctionnaires, sont intercalées des injures ou calomnies qui concernent la vie privée et qui sont indépendantes de ses fonctions publiques on procède à la distinction des délits. Ainsi le délit qui concerne la vie publique est porté par-devant les assises et celui qui concerne la vie privée par-devant le tribunal correctionnel. La séparation est ordonnée par la Chambre du Conseil compétente et, pour chacun de ces délits, un dossier à part est constitué (art. 48) (1).

La citation et l'arrêt de renvoi sont signifiés au prévenu et à la partie civile dans les délais et formes prévues par le Code d'instruction criminelle.

Des demandes en renvoi. — Toute demande de renvoi pour quelque cause que ce soit, tout incident sur la procédure suivie devront être présentés avant l'appel des jurés à peine de forclusion.

Si la Cour d'Assises ajourne pour n'importe quelle raison le jugement, elle doit fixer une nouvelle audience devant cette même session et dans dix jours à partir de la première où les témoins présents et les accusés doivent se présenter sans convocation et les autres doivent être convoqués cinq jours avant le jugement. Si le jour du jugement ne peut être fixé dans la même session, le Procureur de la Cour d'Appel fixe un nouveau jour de jugement dans la session à venir et signifie la citation à l'accusé et aux témoins 8 jours avant le jour du jugement (art. 53).

Pendant l'audience, la procédure contradictoire est faite

(1) La disposition de cet article a été supprimée par la loi du 20 nov. 1935.

comme sur les crimes et d'après les dispositions de la procédure pénale. Si au cours de la discussion, il apparaît que l'acte porte un caractère criminel, la Cour en délibéré ordonne l'emprisonnement préventif de l'accusé et ajourne le procès, afin que celui-ci soit de nouveau introduit dans une séance de la session en cours de procédure, sauf si l'accusé demande la continuation du procès, et dans ce cas le tribunal doit accepter la demande et poursuivre la continuation de l'affaire (art. 54).

Pendant le jugement d'un délit ou crime concernant la presse, le tribunal, dans le cas où l'accusé injurie le témoin en dehors de la peine y appliquée, doit sur la demande verbale du témoin injurié, procéder immédiatement au jugement et juger l'injure et la calomnie ou la diffamation calomnieuse. Si le délinquant cherche la preuve de la vérité, et cela est permis, le procès est ajourné au jour suivant, où il y aura discussion pour établir la vérité, et alors le délinquant est jugé sans convocation comme s'il était présent. L'art. 43, § 2 du Code des avocats, n'est point applicable au cas présent, étant donné que le défendeur ne doit jamais employer des expressions provocatrices et injurieuses.

Si le tribunal ne procède pas immédiatement au jugement des délits ci-dessus énoncés, ce défaut constitue pour les juges une faute à la discipline; il est puni d'une amende variant de 300 à 1.000 drachmes et le récidiviste est puni de suspension provisoire de ses fonctions pour une durée d'un mois.

Opposition. — Si le prévenu a été présent au commencement de l'audience et se retire après, il ne pourra plus faire défaut, contrairement à ce qui se passe en droit commun. En conséquence, tout arrêt qui interviendra sera définitif. Dans ce cas, il sera procédé avec le concours du jury et comme si le prévenu était présent.

Mais si le prévenu ne comparait pas au jour fixé par la citation, il sera jugé par défaut par la Cour d'Assises, sans assistance ni intervention du jury, mais cette condamnation par défaut sera comme non avenue si l'inculpé forme opposition.

B. — *Devant le Tribunal Correctionnel*

D'après l'art. 59, les principales dispositions de la procédure devant la Cour d'Assises sont applicables et par-devant le Tribunal correctionnel, et au besoin on doit se référer encore ici aux règles du Code d'instruction criminelle.

Ainsi la poursuite a lieu sur citation directe du Ministère public hors les exceptions prévues.

Toute demande de renvoi, tout incident doivent être présentés avant la fin de la procédure du jugement.

Les mêmes règles de l'opposition sont également applicables ici.

Il n'y a qu'une seule exception : lorsque le tribunal ajourne pour n'importe quelle raison le jugement, il doit fixer une nouvelle audience dans les 15 jours qui suivent.

C. — *Des voies de recours*

Le recours en Cassation appartient seulement au Procureur, au condamné et au demandeur civil en ce qui concerne les exigences individuelles et privées. Le recours en Cassation, fait dans les trois jours qui suivent l'arrêt, est envoyé par le secrétaire du tribunal compétent dans les vingt-quatre heures au plus tard, dans un mois, à partir du jour où le Procureur reçoit ces pièces (article 65).

CHAPITRE XIV

DE L'INDEMNITE — DES DOMMAGES-INTERETS DE LA PRESCRIPTION ET DE LA SAISIE

De l'indemnité et dommages-intérêts. — D'après l'article 16 de la Constitution qui traite des dommages-intérêts consentis à la victime dans la répression des actes punis par la présente loi, celle-ci doit varier entre 2.000 et 100.000 drachmes en dehors de toute autre action en indemnité.

L'éditeur et le propriétaire du journal ou de la revue sont responsables du paiement de l'indemnité ou des dommages-intérêts solidairement avec les condamnés. Si le procès en dommages-intérêts a été porté par-devant la juridiction pénale, les responsables sont appelés eux aussi par-devant cette juridiction légalement, même s'ils ne sont pas inculpés.

Si des poursuites pénales n'ont pas été entamées du tout, le droit en dommages-intérêts de la victime n'est pas éteint, mais il peut être exercé par-devant les tribunaux civils par une action conforme aux règles édictées de la procédure civile.

L'action en dommages-intérêts peut être intentée au plus tard avant que la procédure de la preuve ne commence, et à l'exception de l'art. 7 de la procédure hellénique, le demandeur de l'action civile introduite par-devant le tribunal civil peut, en se désistant de sa demande, se constituer comme partie civile devant la juridiction pénale. La loi hellénique ne prévoyait pas comme la loi française de 1881 sur la presse, dans

son art. 46, d'exception à ces règles en ce qui concerne la diffamation des fonctionnaires.

L'action en dommages-intérêts peut être intentée au nom de celui qui est en cause et pour son profit, par toute association dont la victime faisait partie comme membre (art. 42).

Le législateur introduit ensuite l'originalité suivante qui ne se rencontre pas dans la loi française sur la presse, à savoir que l'action en dommages-intérêts peut exceptionnellement et avant le commencement des procès être cédée, par déclaration expresse de l'ayant-droit, mais seulement au bénéfice d'une institution philanthropique, patriotique ou toute autre d'utilité publique. La déclaration peut se faire sur papier simple.

Prescription des délits de presse. — Les crimes et délits commis par la voie de la presse ainsi que les délits de police de presse bénéficient d'une prescription particulière. Cette prescription est la même pour tous les délits, quelle que soit leur nature, par exemple qu'il s'agisse d'une offense à la personne du Président de la République, d'un outrage aux bonnes mœurs, d'une diffamation ou d'une autre des infractions réprimées par la loi 5060.

Le délai est de six mois lorsque la poursuite n'a pas été exercée mais une fois que la plainte est donnée ou que la poursuite a pris cours d'autorité dans le délai de six mois, la prescription se fait d'après les statuts des articles 119-122 du Code pénal (un an pour les délits, deux pour les crimes), mais ne peut jamais dépasser le délai de deux ans depuis l'exécution du délit (1).

Dans les cas où la poursuite pénale est suspendue, est éga-

(1) La disposition de cet article a été modifiée par la loi de 1938.

lement suspendue la prescription de l'action pénale. La prétention en dommages-intérêts est prescrite après un an, et, pour tout le reste, sont appliqués les statuts de prescription de la loi civile.

En principe, le délai commence à courir le jour où le crime, le délit ou l'infraction a été consommée, c'est-à-dire le jour de la propagation (mise en vente ou distribution), tous les actes qui ont précédé cette propagation et qui n'en ont été que les préparatifs sont également couverts par la prescription, une fois que celle-ci est acquise.

Par conséquent, on ne peut considérer comme un délit distinct un des actes qui ont précédé la mise en vente de l'imprimé, et en faire l'objet de poursuites séparées après que le bénéfice de la prescription a été acquis à l'acte principal. Par contre, si l'on se trouve en présence de plusieurs actes de publication, et par conséquent de plusieurs infractions commises au moyen du même imprimé, chaque instruction se prescrit séparément. Ce sera le cas pour les diverses éditions d'un même livre, les reproductions, traductions, adaptations, extraits ou mise à la scène d'un même ouvrage, quand le contenu délictueux aura été reproduit, traduit, adapté ou mis à la scène. Chacun de ces actes de publication constituera un délit distinct et se prescrira séparément (1).

Saisie. — Suivant les articles 14 de la Constitution et 44 de la loi 5060, la saisie préventive des imprimés et journaux est permise seulement dans les trois cas ci-dessous :

a) Lorsque la publication porte atteinte à la religion chrétienne.

b) A la suite des publications délictueuses qui portent

(1) BOUROPOULOS. La loi 5060 sur la presse, Athènes 1931.

atteinte à la pudeur, conformément aux termes des articles 30, 31 de la présente loi (2).

c) A la suite des informations concernant les mouvements des armées de terre et de mer, ou les ouvrages de fortification sur terre et sur mer et dans l'air.

La saisie en question est pratiquée sur l'ordre du Procureur de la République par des employés attachés auprès du Juge d'instruction, mais, dans ce cas, le Procureur doit, dans les vingt-quatre heures qui suivront la saisie, saisir la Chambre du Conseil qui décidera de son maintien ou de sa mainlevée, autrement la mainlevée s'opère d'office. Seul, l'inculpé peut attaquer l'arrêt de la Chambre du Conseil.

D'autre part, le législateur, tenant à ce que l'affaire soit portée le plus vite possible à l'audience, édicte que la procédure de la saisie n'empêche point le progrès de l'enquête préalable relative à un délit; de même, si un conflit s'élève entre le Procureur et le Juge d'instruction, celui-ci se porte par-devant la Chambre du Conseil, mais cela n'empêche pas l'introduction de cette affaire par-devant l'audience publique.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'un cas entraînant la saisie préventive, le Juge d'instruction, conformément aussi à la loi française se contentera de saisir quelques exemplaires ou des exemplaires du délit.

La loi, d'ailleurs, autorise l'arrestation préventive de l'inculpé dans les cas prévus par les articles 208 de la procédure pénale.

Si quelqu'un met en circulation des exemplaires saisis, il est puni d'un emprisonnement allant jusqu'à trois mois, ou d'une amende allant jusqu'à 15.000 drachmes.

(2) Op. cit. Chapitre IX.

DEUXIEME PARTIE

LES LOIS 1092 ET 1093 DE 1938

CHAPITRE PREMIER

CARACTERES ET DISPOSITIONS DIVERSES DES LOIS 1092 ET 1093 DE 1938

La loi 1092 de 1938, qui a transformé, sur certains points, la loi 5060 de 1931, a été promulguée par un gouvernement dictatorial instauré en Grèce cinq ans après la première loi. Dans ces circonstances, le premier caractère qui se présente, est que toute liberté, respectée par la Constitution et par la loi 5060, disparaît dans la nouvelle loi et que des mesures préventives et répressives nouvelles font leur apparition.

On connaît ces mesures : avant l'impression du journal ou de la revue, des formalités préalables sont à accomplir, des autorisations à obtenir, des cautions à fournir, etc., choses que nous examinerons ci-dessous.

Pendant l'impression, tenir compte du format du journal et de la limitation du tirage.

Une fois enfin imprimé, réglementation du colportage, création de nouveaux délits, jugement par tribunal spécial.

Mais ce n'est pas tout; la dictature imposée en Grèce est

un peu inspirée des autres dictatures qui ont déferlé dernièrement en Europe, lesquelles ne suppriment pas seulement la faculté accordée à chaque citoyen d'exprimer sa pensée, mais remplacent la pensée individuelle par leurs doctrines présentes ou futures et dans ce but, tiennent à monopoliser la presse par la création d'organismes et d'organisations des gens de presse.

Nous voyons donc, à l'exemple de l'Italie, de l'Allemagne, de l'U. R. S. S., la création, en Grèce, d'un Sous-Secrétariat de la Presse et la création d'un Registre de Presse, des organisations des journalistes, chose qui leur fournit le second caractère principal de la loi 1092.

D'autre part, la loi précise que certaines mesures comme, par exemple, l'autorisation préalable, la garantie, le cas nouveau de saisie sont des mesures provisoires, et dureront tant que les articles correspondants de la Constitution restent en suspens.

Les autres questions, telles que celles des personnes responsables, des rectifications, des fausses nouvelles, et d'autres déjà étudiées restent maintenues.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES DE LA NOUVELLE LOI

Conditions et mesures préventives. — Aux conditions déjà exigées par la loi 5060 pour éditer un journal, la nouvelle loi ajoute les suivantes :

- Avoir un domicile fixe en Grèce.
- Etre de mœurs irréprochables et posséder une instruction suffisante prouvée par la possession d'un brevet supérieur au moins.
- Ne pas avoir été condamné soit pour un délit, soit pour un crime, soit pour des infractions régies par les articles 22-23 du Code pénal (1) ou pour avoir enfreint les lois de la défense du régime (2) et les décrets-lois 117/1936 (3).
- Un mois avant l'édition, soumettre une demande indiquant les domicile et noms d'éditeur, du directeur ainsi que le titre du journal ou de la revue.

(1) Vol, soustraction, escroquerie, contrefaçon, fausse promesse devant le Tribunal, faux-serment, dénonciation calomnieuse, attentat aux mœurs, attentat contre la monnaie.

(2) Lois 5 juillet 1929-18 sept. 1933. Quiconque cherche à propager des idées ayant pour but le renversement par violence du régime actuel ou détacher une partie de l'Etat... Il sera tenu compte comme circonstance aggravante du fait que la propagation a eu lieu devant d'autres personnes ou par la presse.

(3) Mesures pour combattre le communisme et ses conséquences.

— Avoir déposé une garantie, laquelle est fixée pour les journaux quotidiens qui paraîtront dans la capitale à 300.000 drachmes, dans la ville de Salonique 150.000, dans les autres villes 75.000; s'il s'agit de revues, pour celles qui paraîtront dans la capitale, la garantie devra être de 50.000 drachmes; à Salonique 25.000, dans les autres villes 10.000. Toute tierce personne est admise à se porter garante de cette caution. Cette garantie, d'après la loi, sert à garantir les dommages et intérêts ainsi que les appointements du personnel au cas de suspension du journal. Certaines revues peuvent être autorisées par le Sous-Secrétaire à ne pas fournir la dite caution.

— Enfin, dernière condition indispensable, c'est que le journal ou la revue doivent être autorisés par le Sous-Secrétaire de la Presse et qu'une fois autorisés, ils soient inscrits au registre de la Presse.

Les peines prévues en cas de parution d'un journal ou d'une Revue sans l'une de ces conditions sont l'emprisonnement jusqu'à un an et une amende de 100.000 drachmes. Les mêmes peines sont infligées à ceux qui rédigent un journal ou une revue en Grèce et qu'ils impriment à l'étranger.

Des personnes responsables. — La loi 1092 fixe ainsi qu'il suit la responsabilité. Désormais, lorsqu'il s'agit de la presse non périodique, elle tient pour responsable en premier lieu et à la fois, l'auteur, l'éditeur, celui qui exploite sous son propre nom l'imprimerie ou le gérant; à leur défaut, elle tient pour responsable celui qui se charge de la mise en circulation de

l'imprimé et à défaut de celui-ci, les ouvriers, lesquels, comme avant, sont exclus de la complicité pour le simple fait de l'impression.

Lorsqu'il s'agit de la presse périodique, sont responsables en premier lieu l'auteur, le directeur, l'éditeur et même le propriétaire, malgré la présence d'un éditeur et même celui qui exploite à son propre nom l'imprimerie ou le gérant de celle-ci. A leur défaut, celui qui s'est chargé de la mise en circulation de l'imprimé et à défaut de celui-ci, les ouvriers, lesquels sont exclus de la complicité pour le seul fait de l'impression.

Le délit de négligence est toujours prévu à l'égard seulement du directeur, du propriétaire, ou de l'éditeur de la revue ou du journal.

Des offenses adressées au Chef d'Etat. — Le changement de régime a eu aussi pour conséquence le changement des peines indiquées dans la première partie. Désormais, les offenses contre le Roi sont régies par les dispositions de la loi du 23 novembre 1837 modifiée en 1850. D'après celle-ci, est puni de la peine de réclusion allant jusqu'à sept ans au maximum, celui qui, soit par la presse, soit par des gravures, porte offense (par injures, diffamation, raillerie) au Roi ou à la Reine ou tente d'exciter la haine ou le mépris contre leur personne et leur autorité royale. La peine de réclusion ci-dessus indiquée se transforme en un emprisonnement d'un an au moins dans le cas où les jurés accordent le bénéfice des circonstances atténuantes à l'accusé.

Est aussi passible de peine, celui qui attribue la honte ou la responsabilité des actes du gouvernement au Roi ; la peine, dans ce cas, est l'emprisonnement allant d'un mois à un an, plus une amende.

De même, celui qui, en lieu public ou par la voie de la presse, insulte les symboles royaux, est passible d'un emprisonnement de trois mois au maximum. Toutes les infractions ci-dessus sont punies d'une peine d'emprisonnement de 9 mois à 3 ans lorsqu'elles sont dirigées contre le prince héritier et sont tenues comme une circonstance aggravante lorsqu'elles visent les autres membres de la famille royale.

De la compétence. — Suivant l'article 95 de la nouvelle Constitution, celle de 1911 revenue en vigueur en 1935 mais modifiée par l'acte constitutionnel du 20 novembre de la même année, les tribunaux compétents pour le jugement des infractions à la loi sur la presse, mais seulement celles concernant la vie publique d'une personne exerçant une fonction publique, soit d'une façon temporaire soit d'une façon permanente, sont les tribunaux d'échevinage existants ayant compétence pour certaines autres infractions pénales.

Ces tribunaux sont composés : du Président du Tribunal de première instance, de deux juges et de cinq jurés, assistés d'un procureur et d'un greffier. Les jurés sont pris sur la liste ordinaire formée pour les sessions de la Cour d'Assises suivant les formes réglées par la loi. Seuls les trois magistrats, en présence du procureur et du greffier, sont compétents pour les questions relatives aux actes judiciaires de la partie civile, aux témoins, mais le jugement ne peut être rendu que par l'ensemble des magistrats et des jurés.

Les dispositions des articles 46 à 58 qui concernent la procédure préalable au jugement, que nous avons déjà examinée dans notre XIV^e chapitre, restent en vigueur.

De la prescription. — La loi réduit aussi le délai de la prescription spéciale applicable aux infractions de la presse; désormais il est de dix-huit mois en toute circonstance. Ce

délai peut être suspendu au cas où une disposition légale suspend le droit de poursuite, mais cette suspension ne peut excéder le délai de six mois.

Pour la poursuite, il est exigé une demande formelle de la part du poursuivant; si cette demande n'a pas été faite dans les trois mois à partir du jour où le poursuivant a pris connaissance du fait délictueux, son droit disparaît. Dans le délai ci-dessus est inclus aussi toute demande ayant pour but l'obtention de dommages-intérêts.

De la saisie. — En dehors des quatre cas prévus par la dernière Constitution dans son article 14, c'est-à-dire :

— Saisie pour atteinte contre la religion reconnue par l'Etat.

— Saisie à la suite d'écrits portant atteinte à la pudeur publique.

— Saisie pour informations relatives aux mouvements des armées de terre, de mer, de l'air ou concernant les fortifications de terre, de mer, de l'air.

— Saisie pour atteinte contre la personne du Roi.

La loi prévoit les cas suivants, en précisant que ces cas exceptionnels ne seront valables que pendant le temps seulement où certains articles de la Constitution resteront suspendus.

— Saisie dans le cas où l'écrit porte atteinte à la Patrie.

— Saisie à l'occasion d'une attaque contre la personne du Président du Gouvernement ou d'un Membre du Gouvernement.

— Saisie lorsqu'un article attaque les bases du régime existant.

- Saisie dans le cas où un journal paraît sans l'autorisation du Sous-Secrétaire à la Presse.
 - Saisie lorsque le journal enfreint la disposition relative à l'organisation des loteries.
 - Saisie lorsque le journal enfreint la disposition relative au format des journaux.
 - Enfin, saisie dans le cas d'insulte envers les représentants d'une puissance étrangère, conformément aux articles 17-19 de la loi 5060.
-

CHAPITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LE REGISTRE DE LA PRESSE ET LES ORGANISATIONS DE JOURNALISTES

Registre. — Aux termes de la loi 1093 du 9 février 1938, l'exercice de la profession de journaliste n'est accordé qu'aux inscrits au registre professionnel de la Presse. La tenue de ce registre incombe au Sous-Secrétaire de la Presse.

Ce registre se divise en cinq parties :

a) La première partie concerne les propriétaires de journaux quotidiens.

b) La seconde, les propriétaires de journaux non quotidiens.

c) La troisième, les rédacteurs de journaux quotidiens.

d) La quatrième, les rédacteurs de journaux non quotidiens, et revues.

e) Enfin, la cinquième partie comprend le personnel des journaux autres que les propriétaires et rédacteurs, c'est-à-dire suivant l'article 1^{er}, les administrateurs, comptables, expéditionnaires, les sténographes et les employés du poste de T. S. F. du journal.

Tout changement, toutes punitions concernant un membre ou un journal doivent figurer au registre, sous peine d'une amende de 10.000 francs.

C'est le Secrétaire d'Etat de la Presse qui décide de l'inscription ou non d'un membre au registre (1).

Pour pouvoir être inscrit, le postulant doit remplir les mêmes conditions que celles exigées pour les éditeurs des journaux (sauf la garantie), mais de plus et pour ceux qui entrent pour la première fois dans la profession un stage et un examen, à l'instar des autres législations (2).

(1) En Allemagne, depuis 1935, les journalistes doivent être inscrits pour pouvoir exercer leur profession à l'Association de la presse du Reich. Son statut doit être approuvé par le Ministre de la Propagande. Il nomme aussi le Chef de cette Association qui reste ainsi sous sa dépendance étroite. En Italie, la loi sur la presse, d'octobre 1925 et 20 janvier 1928, édicte qu'il est institué un ordre des journalistes auprès de chaque ressort de la Cour d'Appel. La profession de journaliste n'est permise qu'à ceux qui sont inscrits au Tableau. Les membres dirigeants du Tableau sont aussi nommés ici par le Garde des Sceaux, d'accord avec le Ministre de l'Intérieur, les Corporations et de l'Association syndicale compétente.

(2) La loi du 19 mars 1933 qui règle la profession des journalistes en Allemagne exige :

- 1) La nationalité allemande.
- 2) Ne pas avoir perdu ses droits civiques et l'aptitude à remplir des fonctions publiques.
- 3) Etre de descendance aryenne et ne pas être marié avec une personne de descendance non-aryenne.
- 4) Avoir 21 ans accomplis.
- 5) Posséder la capacité civile.
- 6) Avoir reçu la formation technique professionnelle par un stage d'une année.
- 7) Posséder les qualités qu'exige la tâche d'exercer une influence sur l'esprit.

En Italie, les conditions suivantes sont exigées :

- 1) Fournir un certificat de nationalité italienne;
- 2) Fournir un certificat de naissance prouvant plus de vingt et un ans;
- 3) Un extrait du casier judiciaire de moins de 3 mois de date;
- 4) Un certificat d'un directeur de journal attestant que le candidat est réellement journaliste ou qu'il a fait un stage de 18 mois.

De plus, le postulant doit avoir de bonnes opinions politiques, une bonne vie et mœurs, et une certaine instruction.

Pour cela, le candidat doit d'abord déposer au Sous-Secrétariat de la Presse une déclaration signée par lui, par le propriétaire et le directeur du journal ou de la revue indiquant la date de son entrée dans le journal, sa spécialité, ses appointements, le versement de la taxe en faveur de la Caisse de retraite des organisations de la Presse; ensuite, après avoir subi un stage d'un an auprès de ce journal, il doit passer avec succès un examen devant une Commission composée d'un haut fonctionnaire du Sous-Secrétariat, d'un représentant des organisations de la Presse et d'un Représentant de l'Université.

Le fait d'avoir fourni un faux certificat de stage est puni de la peine d'emprisonnement variant d'un mois à six mois et d'une amende de 1.000 à 10.000 drachmes; le fait d'avoir engagé une personne qui n'est pas inscrite au registre, entraîne pour les délinquants la peine de complicité dans l'usurpation d'une fonction publique.

Organisation des journalistes. — Du temps de la loi 5060 sur la Presse, aucun éditeur, aucun journaliste n'était tenu de faire partie d'une Association professionnelle quelconque, d'ailleurs toute liberté était accordée tant aux journalistes qu'aux éditeurs, de se grouper et constituer une association. Dès 1935, une loi sur les associations de journalistes réglementa officiellement leurs rapports, mais après la Constitution du Sous-Secrétariat à la Presse, le législateur a cru nécessaire de la réformer et par la loi de 1938, les organisations de journalistes furent à nouveau réglementées et d'une façon minutieuse.

A) UNION GENERALE DE LA PRESSE HELLENIQUE. — A la tête — en dehors du Sous-Secrétariat — se trouve l'Union générale de la Presse hellénique. Cette Union

a une compétence générale. Elle a pour but la défense des intérêts moraux et matériels des personnes s'occupant de la Presse et plus précisément, suivant l'article 31 :

— De coordonner les efforts des différentes Unions centrales de la Presse et des Associations.

— De fixer les règles qu'elles doivent suivre.

— De s'occuper de l'instruction supérieure des journalistes.

— D'émettre des avis.

— D'exercer un pouvoir supérieur disciplinaire.

Composition. — Le Conseil de l'U. G. P. H. se compose du Directeur général du Sous-Secrétariat de la Presse ou de son délégué, du Directeur du Service de la Presse intérieure du Sous-Secrétariat comme Commissaire du Gouvernement, d'un employé du même service et d'un délégué de chacune des cinq Unions centrales de la Presse.

Exercice de son pouvoir disciplinaire. — A cet effet, le Conseil ci-dessus se transforme en un Conseil supérieur disciplinaire en s'adjoignant le Président de la Cour d'Appel ou un assesseur du Conseil d'Etat ou de la Cour des Comptes. Ce Conseil est présidé par le magistrat supérieur en grade.

Le Conseil supérieur disciplinaire décide au premier degré uniquement sur les infractions commises par les cinq Conseils des Unions et au second degré sur les appels des décisions des Commissions disciplinaires des Grandes Unions centrales de la Presse.

Lorsqu'il s'agit d'une affaire portée devant le Conseil supérieur, le Président de celui-ci nomme un rapporteur qui doit, dans le délai de trente jours, soumettre un rapport; dans la quinzaine qui suit le dépôt du rapport, le Conseil se réunit et doit rendre, sans aucune remise de l'affaire, sa sentence. Sur

la demande de l'accusé ou du tribunal, celui-ci peut être présent au cours du jugement de son affaire.

Toute décision définitive, soit du Conseil supérieur disciplinaire, soit des Commissions disciplinaires, doit être communiquée dans le délai de quinze jours au Sous-Secrétaire d'Etat à la Presse qui peut, ou homologuer la sentence rendue, ou renvoyer l'affaire à nouveau, soit au Conseil supérieur, soit aux Commissions disciplinaires compétentes. Une fois approuvée par le Sous-Secrétaire, elle est signifiée au Conseil des Unions centrales, ou au Conseil des Associations territoriales ou locales de la Presse qui doivent, dans le délai de huit jours, exécuter la sentence. Cette sentence est, d'ailleurs, publiée dans le journal qui le concerne. Celui qui n'en tient pas compte est puni d'une amende de 1.000 drachmes et se voit privé d'exercer désormais sa profession.

B) UNIONS CENTRALES. — Au-dessous de l'Union générale de la presse hellénique, se trouvent cinq unions centrales de la Presse ayant toutes comme siège la capitale. Elles sont les suivantes :

1) Union centrale des propriétaires des journaux quotidiens de Grèce.

2) Union centrale des propriétaires des journaux non quotidiens.

3) Union centrale des rédacteurs des journaux quotidiens de Grèce.

4) Union centrale des rédacteurs des journaux non quotidiens et revues de Grèce.

5) Union centrale du personnel de la Presse de Grèce.

Chaque Union a une personnalité morale. Leur but est de représenter auprès de l'Union générale de la Presse de Grèce les intérêts des membres qui exercent la profession qu'elle

représente, de surveiller les associations locales qui dépendent d'elle et d'exercer un pouvoir disciplinaire.

Chaque Union est administrée par un Conseil de onze composé de représentants des corporations territoriales et associations locales élues par elle au scrutin secret et pour trois ans.

Exercice du pouvoir disciplinaire de chaque Union. — Chaque Union a une Commission disciplinaire composée de trois membres élus par l'Assemblée de l'Union et de deux membres magistrats, le premier étant le président du Tribunal de 1^{re} instance d'Athènes, le second un assesseur du Conseil d'Etat. La Commission disciplinaire est compétente pour juger les poursuites dirigées contre les membres des Conseils des Associations territoriales ou locales et au second degré pour juger les appels des décisions des Commissions disciplinaires contre les membres des Associations territoriales et locales.

C) ASSOCIATIONS TERRITORIALES ET LOCALES.

— Chaque personne qui s'occupe de la composition et de l'édition d'un journal et qui retire de cette profession le principal de ses ressources, et comme tel, la loi désigne le propriétaire d'un journal, le directeur, le rédacteur, les correcteurs, les dessinateurs ainsi que le personnel adjoint : l'administrateur, le comptable, l'expéditionnaire, le photographe, le sténographe, l'opérateur de T. S. F. du journal, doivent faire partie d'une de ses associations locales compétentes :

- a) L'Association de propriétaires de journaux quotidiens.
- b) L'Association de propriétaires de journaux non quotidiens et revues.
- c) L'Association des rédacteurs des journaux quotidiens.

d) L'Association des rédacteurs des journaux non quotidiens et revues.

e) L'Association du personnel de la Presse.

Dans le cas où dans une ville ne paraissent pas plus de cinq journaux et s'il y a moins de vingt journalistes, etc., la loi partage le territoire de la Grèce en quatre circonscriptions territoriales, et crée, dans chaque circonscription, cinq Associations territoriales comme ci-dessus (Association de propriétaires, Association de rédacteurs, etc...), où doivent s'inscrire ceux qui ne font pas partie d'une Association locale.

Chaque Association locale ou territoriale est dirigée par un Conseil de neuf membres au plus ou de trois membres au moins. Ces membres sont élus pour deux ans. Elle exerce la discipline à l'égard de ses membres par la Commission disciplinaire qui la désigne et ses décisions sont susceptibles d'appel devant les Commissions disciplinaires de leurs Associations centrales.

Les peines infligées par elle peuvent être :

La réprimande verbale ou écrite, l'amende par privation des appointements mensuels pendant quinze ou trente jours, la privation du droit d'exercer la profession de six mois à un an, ou pour toujours. Les faits qui peuvent motiver ces peines sont : l'infraction aux devoirs de journaliste (indiscrétions, infractions à la morale journalistique), infractions au règlement intérieur de chaque Association, publication de fausses nouvelles (1).

(1) L'organisation en *Italie* est la suivante :

A côté de « Comités régionaux » siégeant dans chaque Cour d'appel et de la « Commission Supérieure de la Presse » siégeant au Ministère de la Justice créés par la loi de 1925.

La loi de 1926 sur les Syndicats a organisé et coordonné onze syndi-

Du colportage et de la vente sur la voie publique. — Tandis que la loi 5060 n'exigeait aucune autorisation spéciale pour l'exercice de la profession de colporteur, la loi 1093 édicte que nul vendeur de journaux ne pourra plus exercer sa profession s'il n'est muni d'une carte d'identité délivrée par son Syndicat et visée par le Sous-Secrétaire de la Presse. D'autre part, les agences et les détenteurs de kiosques à journaux doivent être désignés par le Sous-Secrétaire et être possesseurs d'une autorisation délivrée par lui pour effectuer la vente. De plus, les colporteurs des grandes villes doivent être munis d'un uniforme spécial.

Les contrevenants risquent de se voir retirer leur autorisation de vente pendant un mois et, en cas de récidive, définitivement, plus une amende de 200-10.000 drachmes. Les

cats régionaux des journalistes siégeant dans le chef-lieu de la région dont ils portent le nom. Ces onze syndicats forment le « Syndicat National des Journalistes » affecté lui-même à la « Corporation de la Presse et du Papier ». C'est donc le Syndicat National qui surveille les inscriptions aux tableaux et la « Commission Supérieure de la Presse » reçoit les appels du Syndicat National.

La Commission Supérieure comprend un Président et dix membres, tous journalistes, mais nommés par le Garde des Sceaux, moitié sur présentation du Syndicat National fasciste des journalistes, et moitié au libre choix du Ministre.

En *Allemagne*, à la tête se trouve la Chambre de Culture du Reich créée par la loi du 22 septembre 1933, ayant comme président le Ministre de la Propagande. La Chambre se compose de sept Chambres, celle de la Littérature, de la Radiophonie, du Théâtre, de la Musique, des Beaux-Arts, du Cinéma et d'une Chambre de Presse. Les éditeurs, les libraires, les rédacteurs doivent en faire partie mais ne sont pas personnellement membres de la Chambre de la Presse : ils sont groupés dans l'Association de la Presse du Reich qui est composée des Associations régionales à la base du régime corporatif. La Chambre de Culture du Reich est représentée dans toute l'Allemagne par des filiales qui exercent localement aussi leur contrôle sur les associations régionales de la Presse.

mêmes peines menacent aussi ceux qui favorisent la vente d'un journal au détriment d'un autre.

Format des journaux. — Le législateur de 1938 a introduit aussi l'innovation suivante: celle de limiter le format d'un journal ou d'une revue. Désormais, aucun journal ne doit dépasser la surface de 6 m. 20 en papier par semaine, ce qui fait quatre pages par jour d'un journal ordinaire; quant aux revues, elles ne doivent pas dépasser la surface de 580 mm. par fascicule. Par exception, les journaux peuvent déroger à cette règle à l'occasion d'événements nationaux, ainsi que les revues pendant les fêtes de Pâques et de Noël.

Les peines prévues sont l'emprisonnement d'un mois à un an, plus une amende allant de 50.000 à 500.000 drachmes.

Outre le format, le législateur limite le tirage des journaux et des revues ainsi qu'il suit :

Les journaux paraissant à Athènes, et faisant une vente effective de 3.000 exemplaires, peuvent procéder à l'impression de 10.000 exemplaires au maximum; les journaux qui dépassent la vente de 3.000 jusqu'à 11.000 peuvent procéder à une impression totale de 20.000 exemplaires. Lorsqu'il s'agit de journaux qui dépassent effectivement la vente de 11.000 jusqu'à 25.000 exemplaires, ils peuvent procéder à un tirage supérieur de 80 % au nombre des exemplaires effectivement vendus, mais à partir de ce chiffre, c'est-à-dire du nombre de 25.000 effectivement vendus, le pourcentage descend jusqu'à 62 % et même 50 %. Les journaux paraissant à Salonique et autres villes, obéissent à des pourcentages moindres; quant aux revues, celles qui sont vendues par l'intermédiaire d'une agence peuvent procéder à l'impression de 60 % du nombre des exemplaires effectivement vendus, mais celles qui ne recourent pas pour leur vente à une agence ne peuvent pas dépasser 20 %.

Enfin, la loi oblige tous les journaux à une multitude de démarches et de formalités pour l'obtention de papier typographique exempt de la taxe de douane, exigeant de plus que les journaux et revues ne doivent pas désormais dépasser le prix de vente par exemplaire, tel qu'il sera fixé arbitrairement par le Sous-Secrétaire de la Presse et ces journaux ne doivent pas paraître le dimanche à cause du repos hebdomadaire; ils doivent par conséquent fournir le lundi matin un texte absolument littéraire imprimé d'ailleurs depuis le samedi soir !

CONCLUSION

La loi 5060 de 1931, tant au point de vue pénal qu'au point de vue politique, est parfaite; elle a su prévoir chaque circonstance qui pourrait se présenter dans l'avenir et facilite ainsi la tâche du juge et de la société.

Le système adopté, celui de la responsabilité successive et de la faute de négligence évite les inconvénients du système de gérance qui fait que l'auteur vrai du délit échappe aux poursuites grâce au subterfuge de l'homme de paille.

La création de nouveaux délits comme celui de chantage, l'interdiction des publications relatives aux procès civils et criminels a mis fin à des publications malsaines.

La sévérité des peines prévues évitera de voir à nouveau les campagnes abusives, les fausses publications qui remplissaient chaque jour les pages des journaux, les provocations contre les ordres du gouvernement, contre l'armée, contre les représentants des pays étrangers.

C'est sur la réglementation du cinéma et des émissions radiophoniques que la loi 5060 reste muette, quoique la Constitution républicaine de 1927, dans son article 16 relatif à la presse, semble considérer les films comme faisant partie de la presse par les mesures préventives qu'elle autorise à prendre avant la projection afin de protéger la jeunesse, nous aurions préféré pourtant que les lois sur les projections du cinéma et surtout les émissions radiophoniques, lesquelles d'ailleurs ne sont nullement mentionnées dans le texte, prennent place dans la loi qui règle le régime de la presse parce que nous considérons qu'elles sont intimement liées à la presse. Mais nous excusons le législateur parce que, à l'époque où fut votée la loi 5060, ni le cinéma ni les émissions radiophoniques n'avaient pris l'essor qu'elles ont pris aujourd'hui, et ne jouaient un si grand rôle, surtout en Grèce.

Quant aux lois 1092 et 1093 de 1938, en dehors des mesures préventives, qui du reste sont provisoires, la création d'un Sous-Secrétariat à la Presse et l'organisation des Associations de la Presse viennent compléter une lacune depuis longtemps proclamée par nous-mêmes; seulement, afin d'éviter

à la presse l'emprise de l'administration, il faut que le Sous-Secrétariat surveille et dirige seulement la presse et les journalistes sans aucun pouvoir discrétionnaire, laissant à l'Union générale de la presse hellénique, où l'Etat d'ailleurs est représenté par un Commissaire d'Etat, la confection du registre et tous les autres pouvoirs attribués au Sous-Secrétaire.

Quels ont été les résultats des dispositions de la loi de 1938? C'est nous demander de discuter ce grave sujet de savoir s'il faut ou non une liberté de la presse, et un régime libéral ou un régime autoritaire, puisque les dernières dispositions de la loi ont un but politique. Comme d'autres avant nous ont élevé la voix à ce sujet, nous ajoutons simplement que, en ce qui concerne la Grèce, ces dispositions auraient pu rendre quelque service mais malheureusement nous n'avons remarqué aucune amélioration; la presse a continué à se rabattre toujours sur les fautes des régimes et des gouvernements précédents (1), à l'insertion de liste de communistes repentis, etc.; par contre, il n'y a aucun contrôle de l'opinion publique sur les services publics, donc, disparition d'un rôle de la presse, méfiance du public envers les informations, donc confiance dans les racontars, chose plus alarmante et, un beau jour, événement très grave pour le pays. Dans ce cas, nous ne voyons pas l'utilité des dernières dispositions de la loi 1938 sur la presse, fussent-elles même provisoires. Un de nos professeurs les plus estimés, écrivait, il y a à peu près un an : « ... La subordination complète des droits de l'individu aux intérêts de l'Etat nous paraît contraire à la nature. L'homme doué de sentiment et de raison est une réalité permanente; l'Etat est une construction artificielle, correspondant à une période déterminée de l'histoire. L'individu est une fin. L'Etat n'est qu'un moyen... » Nous faisons nôtres ces paroles.

VU: *Le Président de la Thèse,*

H. DONNEDIEU DE VABRES

VU: *Le Doyen,*

C. RIPERT

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des Fonctions de Recteur de l'Académie de Paris,*

MAURAIN.

(1) *Journal Acropolis*, 15 avril 1939; le premier journal qui nous tombe sous la main.

OUVRAGES CONSULTÉS CONCERNANT LA PRESSE

Allemagne

- BIGOT. — La Chambre de Culture allemande dans le régime totalitaire du III^e Reich. — Thèse, Paris 1937.
- JELLINEK (Walter). — Le droit public de l'Allemagne en 1933. Annuaire de l'Institut Int. du Droit public. — Paris 1934.
- LISZT. — Code pénal allemand. — 2 vol., traduction, Paris 1905.
- MOUQUIN. — La loi de la Presse en Allemagne. — Thèse Fac., Paris 1929.
- STOFFEL (Grète). — La dictature du fascisme allemand. — Thèse, Paris 1936.
- WERNERT. — L'art dans le III^e Reich. — Paris 1936.

Angleterre

- HARRIS. — Penal Law. — Londres 1905.
- LAYA. — Droit anglais. — Paris 1850.
- SHERMAN & RAYNER. — The Press Law. — Londres 1926.
- ZEZE. — Le régime juridique de la Presse pendant la guerre en Angleterre. — Paris 1916.

Belgique

- NYPELS. — Code pénal belge. — Paris, éditions 1864 et 1939.
- SUERMANS. — Code de la Presse. — Bruxelles 1801.
- TSENG-MIEN-THOMAS. — La responsabilité des journalistes. — Bruxelles 1881.

Espagne

- ASSUA. — Código penal reformado. — Madrid 1934.
- MAGNOL. — Code pénal espagnol. — Paris 1928.
- SUAREZ-MORENO. — Código penal. — Madrid 1902.

France

- BOURDON (G.). — Le journalisme d'aujourd'hui. — Paris 1931.
- BRULFY (L.). — Le régime préventif des journaux. — Paris 1907.

- CHAULET (M.). — Des exceptions de procédure opposables à une citation directe en matière de presse. — Thèse, Alger 1919.
- FABRÈGUETTES. — Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse. — 2 vol., Paris 1834.
- FAUVEL (L.). — Le délit de tendance et le délit d'opinion dans les lois sur la presse. — Paris 1912.
- GIRARDIN (E. DE). — Le droit de tout dire. — Paris 1851.
- GAUCHER. — Le régime préventif en matière de la presse. — Paris 1919.
- GOYET. — Droit pénal spécial. — Paris 1934.
- LEBRETON (A.). — De la provocation aux crimes et délits dans des rapports avec les lois sur la presse. — Thèse Fac., Rennes 1901.
- LEMONNIER (Henri). — Le droit de réponse. — Paris 1922.
- LE POITTEVIN. — Traité de la Presse. — 3 vol., Paris 1905.
- PERRAUD-CHARMANTIER. — Le droit de réponse. — Paris 1930.
- MIRABEAU. — De la liberté de la Presse. — Paris 1788.
- MALESHERBES. — Mémoire sur le traité de la Presse. — Paris 1788.

Grèce

- BOUROPOULOS (A.). — La loi 5060 sur la Presse. — Athènes 1931.
- BOUROPOULOS (A.). — Code pénal annoté. — Athènes 1931.
- DASCALAKI (A.). — La presse néo-hellénique. — Paris 1930.
- PETRACAKI. — Du journalisme grec. — Athènes 1923.
- SARIPOLOS. — Droit constitutionnel. — Athènes 1930.
- TSOUCALAS. — Tribunaux des jurés. — Athènes 1928.
- Journaux et Revues : *Eleftheron Vima*; *Ergassia*; *Arxeion Poinikon Epistimon*; *Themis*.

Italie

- BARDA. — Les principales réformes fascistes. — *Bulletin de la Société législ. comparée*, 1928, p. 279.
- CARRARA. — Programme di corso diritto penale. — Traduction, Paris 1907.
- CHIMIENTI. — Droit constitutionnel. — Paris 1932.
- Code pénal du Royaume d'Italie. — Traduction par MARCY, 1881.
- Code pénal du Royaume d'Italie. — Traduction par P. CASABIANCA, Paris 1932.
- GUÉZE (A.). — Le régime de la Presse en Italie fasciste. — Thèse Fac. Toulouse, Paris 1934.

- GARNIER. — L'organisation constitutionnelle de l'Etat corporatif italien.
— Thèse Fac., Paris 1934.
- VASELI. — Riforma della disciplina de la Stampa. — Rivista pénale,
1935, p. 218.

Suisse

- Code pénal suisse. — Lausanne 1940.
- RHAN (Z.). — Le régime de la Presse de reproduction quant au droit
de reproduction. — Lausanne 1932.

Généralités — Droit comparé

- DONNEDIEU DE VABRES (H.). — La politique criminelle des Etats autori-
taires. — Paris 1939.
- MIKKINE-GUETZEVITCH. — Les Constitutions de l'Europe nouvelle. —
Paris 1930.
- POTULICKI. — Le régime de la Presse. — Paris 1928.
-

TABLE DES MATIERES

Loi 5060

CHAPITRE	I. — Histoire des régimes de la Presse en Grèce.	9
CHAPITRE	II. — Principes généraux du régime actuel.	15
CHAPITRE	III. — Des mesures règlementaires	18
CHAPITRE	IV. — Des rectifications.	24
CHAPITRE	V. — Des délits de presse en général	31
CHAPITRE	VI. — Provocation aux crimes et délits ..	35
CHAPITRE	VII. — Des offenses envers le Chef d'Etat et délits commis contre les agents des puissances étrangères.	39
CHAPITRE	VIII. — Des publications de fausses nouvelles.	42
CHAPITRE	IX. — Des publications obscènes.	45
CHAPITRE	X. — Des délits de diffamation.	49
CHAPITRE	XI. — Des publications interdites	57
CHAPITRE	XII. — Des personnes responsables.	61
CHAPITRE	XIII. — Dispositions concernant la procédure par-devant le Tribunal et des voies et recours.	67
CHAPITRE	XIV. — De l'indemnité, des dommages-intérêts, de la prescription des délits de presse et de la saisie des imprimés délictueux et de la récidive	73

Lois 1092-1093

CHAPITRE	I. — Caractères et dispositions diverses des lois 1092 et 1093	77	79
CHAPITRE	II. — Dispositions concernant le registre de la Presse et les organisations des journalistes.	85	
CONCLUSION.		95	
BIBLIOGRAPHIE.		97	

